
Annexe 2. Les articles de compléments

Le miracle de la création monétaire

Patrick CASTEX

Alternatives Economiques, Hors-série : La monnaie, n°45, 2000, pp. 32-33.

Supposons que les habitants d'un pays possèdent des pièces d'or. Pour ne pas se faire dévaliser, ils les déposent dans une banque qui leur donne en échange des "tickets de consigne", des billets. Grâce à ces tickets de consigne, on peut reprendre son or quand on veut en ramenant les billets.

Faisons maintenant un peu de comptabilité — sans comptabilité, on ne peut rien comprendre à la monnaie (mais on peut également ne rien comprendre à la monnaie tout en étant un excellent comptable...). Après la mise en consigne, la banque possède un actif en or de 100. Mais elle doit cet or aux clients qui le lui ont apporté, elle a une dette à leur égard, notée au passif, de 100 également. La monnaie est une dette pour l'émetteur de monnaie et une créance pour son possesseur.

A-t-on créé de la monnaie en imprimant les billets ? Oui, diront certains : on a l'or plus les billets, la quantité de monnaie a doublé. Evidemment non, car la monnaie fiduciaire (les billets) s'est seulement substituée à la monnaie matérialisée par de l'or : la masse monétaire est seulement ce qui appartient au public et peut être dépensé — on ne peut plus dépenser l'or déposé à la banque. L'or est la source ou la contrepartie de la masse monétaire, en billets pour le moment.

Les sources étrangères de la monnaie

Imaginons que nos habitants exportent plus qu'ils n'importent. Ils obtiennent, disons, 40 en devises, de la monnaie étrangère qui n'a pas cours légal dans le pays. Le public, qui veut de la monnaie locale, amène ces devises à la banque,

laquelle lui fournit en échange des billets, par une opération de change (encore des tickets de consigne). L'actif des agents non financiers a augmenté de 40 en billets, de même que le passif de la banque ; il y a alors une création monétaire dont les devises sont la source. On appelle contrepartie extérieure de la masse monétaire les devises (l'or étant noyé dans ce concept). L'excédent commercial, plus généralement l'excédent de la balance des paiements, est donc source de création monétaire.

Mais les voleurs — pensons aux frères Dalton — aiment aussi les billets de banque. Pour ne pas se faire dépouiller, le public dépose ses billets à la banque. Ce n'est pas la même banque. La première, celle qui émet les billets nationaux et change les devises, c'est la banque centrale. Elle laisse les banques commerciales assurer cette nouvelle fonction de collecte des billets.

Que se passe-t-il ? Le public substitue à son actif des billets par des créances auprès des banques commerciales : des dépôts à vue. Les banques commerciales possèdent maintenant des billets à leur actif, mais doivent aux déposants un montant équivalent. Aucune création monétaire dans cette opération anti-Dalton : la monnaie de banque centrale (les billets) s'est transformée en monnaie de banque commerciale, dont le principal support est souvent le carnet de chèques, que l'on appelle la monnaie scripturale.

Les banques commerciales sont alors tentées de ne pas laisser dormir leurs encaisses, d'autant plus qu'on leur propose de les leur emprunter moyennant un petit profit: le taux d'intérêt. Elles se laissent tenter. Supposons qu'une banque prête

un montant supérieur à ce qu'elle détient en billets. Comment fera-t-elle ? Elle créditera le compte de l'agent non financier qui pourra payer par chèque, carte de paiement, etc. Apparemment, aucune monnaie n'a été créée, aucune planche à billets n'a ronronné. C'est faux. De la monnaie a bien été créée, le public possède maintenant dans son actif un moyen de paiement supplémentaire, sous forme de dépôt à vue créé par le crédit (ce sont les crédits qui font les dépôts). De l'autre côté, au passif, le public doit cet argent à la banque qui, du coup, possède sur le public une créance, le crédit bancaire. Personne n'est devenu plus riche: le public a une dette de plus et un actif en banque de plus du même montant; la banque, une créance de plus (le crédit accordé) et une dette de plus (le dépôt à vue).

Le crédit à l'économie : monnaie de singe ?

Une nouvelle contrepartie de la masse monétaire vient d'apparaître: le crédit bancaire au public (les ménages ou les entreprises), nommé

crédit à l'économie. Quand le public rembourse tous les crédits accordés, on constate une destruction de monnaie. Rien n'a brûlé, mais il y a bien destruction de monnaie, car la masse des moyens de paiement des agents non financiers a fondu en même temps que le crédit, la source qui l'avait fait naître.

Ce crédit bancaire ressemble fort à une création de monnaie de singe, dans la mesure où le stock d'or et de devises, la "vraie contrepartie" de la masse monétaire, n'a pas bougé. Si le bénéficiaire du crédit ou l'ancien déposant veut de la monnaie en billets, la banque risque la faillite : elle n'en a généralement pas assez, c'est le risque d'illiquidité. Elle se précipite alors à la banque centrale et lui demande un crédit du même montant, pour honorer sa dette, en monnaie sonnante et trébuchante. La banque centrale hésite, mais se dit que si elle refuse, le système bancaire est par terre ; alors, elle accorde le crédit, en gros comme la banque commerciale l'avait accordé au public.

Encadré. Les composantes de la monnaie et ses contreparties

Les agrégats monétaires et poids respectifs dans la masse monétaire de l'Europe fin 1999 :

<p>M3 : M2 + sicav monétaires et certificats de dépôts des banques (leurs emprunts à court terme)</p> <p>M3-M2 = 14 %</p>
<p>M2 : M1 + comptes sur livrets (plan d'épargne...)</p> <p>M2-M1 = 45 %</p>
<p>M1 : billets et comptes à vue</p> <p>M1 = 41 %</p>

Contreparties de la masse monétaire en Europe fin 1999 :

Extérieur	270	3 %
+ Crédits internes à l'économie	8 202	97 %
<i>dont crédit au secteur privé</i>	6 140	73 %
<i>dont crédit à l'Etat</i>	2 062	24 %
= Total des crédits	8 472	100 %
- Crédits sur ressources stables	3 690	44 %
= Contrepartie de M3	4 782	56 %

Source : BCE

Enfin, voilà de la vraie création monétaire, diront certains : la planche à billets, et pas ces écritures qui ne créaient que de la monnaie de singe. Grave erreur : pas un centime de monnaie n'a été créé, la masse monétaire n'a pas bougé, bien que de la monnaie de banque centrale (1) ait été émise. Mais elle se trouve dans les coffres des banques et ne fait donc pas partie de la masse monétaire. Après ce refinancement, la banque, avec un large sourire, fournit les billets demandés. Enfin de la création monétaire ? Toujours pas ! De la monnaie fiduciaire a simplement remplacé de la monnaie scripturale : des dépôts à vue ont disparu à l'actif du public, remplacés par les billets, et ils ont disparu du passif de la banque commerciale, en même temps que les billets de banque à l'actif.

Il ne manquait que l'Etat qui, s'il doit financer son déficit budgétaire, va aussi profiter de la création monétaire. Il le fait soit en empruntant de l'épargne déjà existante, en émettant des obligations à long terme ou des bons du Trésor à court terme souscrits par le public ou par les banques, soit en demandant des avances à la banque centrale. Dans le premier cas, il n'y a pas création monétaire, simplement transfert par l'emprunt de monnaie existante — comme, plus haut, quand les banques émettaient des obligations. Pour le reste, il y a bien création monétaire (financement monétaire de la politique budgétaire). Comment cela se produit-il ?

La Banque centrale achète, en fournissant par exemple des billets de banque, une partie des bons du Trésor détenus par les agents non financiers. Si elle en achète beaucoup, leur valeur va augmenter et, comme ils sont très demandés, le taux d'intérêt que l'Etat devra proposer va baisser. On assiste à une création monétaire, car des créances non monétaires se sont transformées en monnaie (2). La banque centrale vient de faire une opération

d'open market. Elle a créée de la monnaie et fait baisser le taux d'intérêt. Une telle politique lui sert à soutenir l'économie. Si la banque centrale revend, contre par exemple des billets de banque, une partie des bons du Trésor qu'elle avait achetés aux agents non financiers, si elle en vend beaucoup, leur valeur va baisser et le taux d'intérêt augmenter. On assiste alors à une destruction monétaire. La banque centrale vient de faire une opération inverse *d'open market*, elle vient de détruire de la monnaie, d'assécher une partie de ce qu'elle estime être un surplus de liquidité à éponger ; elle a fait monter le taux d'intérêt. Elle agit ainsi lorsqu'elle a peur de l'inflation. Une autre contrepartie de la masse monétaire apparaît : les crédits à l'Etat (3).

Tout crédit bancaire est-il donc source de création monétaire ? Non, si la source du crédit est la collecte d'une épargne existant déjà et si, par exemple, les ménages transfèrent une partie de ce qu'il ya sur leurs comptes à vue vers un plan d'épargne logement, il y a une destruction monétaire, du fait de la baisse du montant de monnaie utilisable immédiatement. De même, si les banques commerciales émettent des obligations (c'est-à-dire empruntent de l'argent) souscrites par le public, on a une autre destruction monétaire : la masse monétaire détenue par le public passant dans les mains des banques disparaît, pas physiquement, mais en tant que pouvoir d'achat immédiat. D'où la présentation habituelle des contreparties de la masse monétaire, où ces sources non monétaires, dites ressources stables, sont déduites des crédits pour correspondre à la monnaie en circulation (voir encadré).

On note qu'il n'y a qu'un peu plus de la moitié des crédits qui correspond à de la création monétaire. On remarque également l'insignifiance du rôle joué par l'extérieur, qui ne représente que

3% de M3. La plus grande partie de la masse monétaire est donc bien la conséquence des crédits bancaires (au secteur privé, dans son écrasante majorité, mais aussi à l'Etat) : une simple écriture comptable, du vent, pas de l'or ou des devises. Ce qui ne veut pas dire que ce vent ne puisse pas, en soufflant, avoir des effets tangibles sur l'économie, pour relancer l'activité ou lutter contre le chômage.

Notes

(1) On l'appelle également, avec les billets qui sont entre les mains du public, la base monétaire. Cette monnaie détenue en particulier par les banques – mais ne faisant pas partie de la masse

monétaire – existe en fait, non pas sous forme de billets, mais de compte à la banque centrale, comme le compte en banque d'un particulier.

(2) C'est un peu plus compliqué. Les bons du Trésor négociables ne faisaient pas partie de la masse monétaire M3 dans les agrégats avant 1999: ils apparaissaient dans un agrégat frontière, M4, avec les billets de trésorerie émis par les entreprises.

(3) Les avances au Trésor sont maintenant rigoureusement interdites par le traité de Maastricht, car considérées comme trop dangereusement inflationnistes.

Croissance économique

Daniel DELALANDE

Les Cahiers Français, Découverte de l'économie, 1. Concepts et mécanismes, La documentation française, n°279, 1997, pp. 41-48 (Extraits).

(...)

La dynamique cahotique de la croissance

Bien que l'approche quantitative de la croissance à partir de l'évolution du PIB ou bien encore du PIB réel par habitant puisse sembler discutable, l'observation quantitative a le mérite de poser les questions de la croissance et de ses mécanismes. Les chiffres de la croissance permettent en effet de révéler un certain nombre de « faits stylisés ».

La croissance dans une perspective historique

Depuis 1820, le PIB mondial a été multiplié par 40, la population par 5, le produit par habitant par 8, et le commerce mondial par 540 (tableau 2). De 1500 à 1820, la croissance moyenne du revenu par habitant a sans doute été 30 fois inférieure à celle enregistrée depuis 1820 (Maddison, 1995).

2. Indicateurs de l'économie mondiale 1500-1992					
(en millions et en taux de variation moyen annuel)					
	1500	1820	1500-1820	1992	1820-1992
Population mondiale	425	1 068	0,29	5 441	0,95
PIB par habitant (dollars de 1990)	565	651	0,04	5 145	1,21
PIB mondial (milliards de dollars de 1990)	240	695	0,33	27 995	2,17
Exportations mondiales (milliards de dollars de 1990)	n.d.	7	n.d.	3 786	3,73

Source : A. Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992*, OCDE, p. 17

Un processus inégal dans le temps...

L'étude de Maddison met en évidence un autre fait à savoir que la croissance est un processus inégal dans le temps, variant d'une phase à l'autre (6). Ainsi, les meilleurs taux de croissance du PIB ont été observés au cours de la période 1950-1973 (tableau 3). Les deuxième et troisième périodes de croissance ont été respectivement 1973-1992 et

1870-1913. Si on choisit l'indicateur du PIE par habitant, le classement des deux dernières périodes s'inverse.

Si l'on s'en tient au seul critère du taux de croissance, la dernière période (1973-1992) est conforme à sa tendance de long terme (Asselain, 1996). Il paraît donc tout à fait abusif de parler de crise. Certains vont même plus loin et la qualifient de « vingt glorieuses » (Marseille, 1996) (7). Toutefois, comme le montre le tableau 4 suivant qui procède à un découpage plus fin : d'une part, le taux de croissance au cours de la dernière période est instable et, d'autre part, il diminue tendanciellement. Au mieux, sans évoquer le terme de crise, est-on tenté de parler de « croissance molle » ou de « vingt médiocres » (Fitoussi, 1996).

...et dans l'espace

C'est dans les pays initialement les plus prospères que la croissance par habitant a progressé le plus vite à partir de 1820. Elle a été multipliée par 13 pour l'Europe occidentale et par 17 pour les « pays neufs » (au sens d'anciennes colonies de peuplement occidental : États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). La mise en relation du taux de croissance moyen annuel de différents pays sur la période 1960-1992 avec le PIB par habitant de ces pays en pourcentage de celui des États-Unis en 1960 pour 56 pays entre 1960 et 1992, confirme cette divergence entre les pays. Les pays qui étaient « pauvres » en 1960 doivent obtenir des taux de croissance plus élevés. Or, tel n'est pas le cas. Les résultats auraient plutôt tendance à suggérer l'inverse : les pays pauvres ont eu généralement une croissance plus lente.

Au cours du temps, les positions n'ont pas toujours été figées. Si la comparaison porte par pays, l'écart entre le pays le plus prospère et le moins prospère est passé de 3 contre 1 en 1820 à 72 contre 1 en 1992. Depuis 1950, l'écart entre les États-Unis d'une part, et l'Europe Occidentale et l'Europe du Sud d'autre part, tend à se resserrer, la plus grande partie du rattrapage s'étant effectuée durant la période 1950-1973. De même l'Asie, après 130 années de croissance faible et de disparités, connaît une convergence avec les États-Unis, l'écart entre le revenu par habitant des États-Unis et le revenu asiatique étant passé de 11 contre 1 en 1950 à 4 contre 1 en 1992. Dans d'autres

régions, au contraire, les perspectives sont moins réjouissantes. En Afrique, les écarts de revenus par rapport aux États-Unis se sont creusés. L'écart s'est également agrandi avec l'Europe de l'Est et pour les pays latino-américains.

3. Les phases de la croissance 1820-1992 (Taux de variation moyen annuel)

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1992	1820-1992
PIB	1	2,1	1,9	4,9	3	2,2
Population	0,3	0,8	0,9	1,9	1,8	1
PIB par habitant	0,6	1,3	0,9	2,9	1,2	1,2

4. Évolution récente du taux de croissance

	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995
États-Unis	4,61	3,04	2,15	3,24	2,65	2,75	2,18
Japon	9,36	11,55	4,42	4,59	3,74	4,49	1,29
Europe	4,90	4,62	2,92	3,02	1,51	3,24	1,31

Source : J.-P. Fitoussi, « Anatomie de la croissance molle », *Revue de l'OFCE*, octobre 1996, p. 220.

Les interprétations de la croissance économique

L'analyse de la croissance repose sur l'idée qu'il existe une relation entre le volume du PIB et la quantité de facteurs mis en œuvre pour l'obtenir, à savoir la quantité de travail et la quantité de capital. Pour déterminer la contribution du facteur travail, on tient compte de la croissance de l'emploi, de la variation de la durée du travail, de la qualité du travail (âge, éducation et intensité au travail). Pour mesurer la contribution du capital, on procède de la même manière. On additionne les deux contributions et on observe si elles expliquent la totalité de la croissance du PIB. Comme le montre le tableau 6 suivant, une part importante de la production et de sa croissance n'est pas expliquée par la seule combinaison du « capital » et du « travail ». Reste une part, baptisée selon les auteurs « résidu », « progrès technique », ou bien de manière plus humble « part de notre ignorance » (8).

Le rôle du progrès technique

La nature de ce résidu est multiple. Cela peut-être l'amélioration dans l'allocation des ressources, des économies d'échelle (au sens où l'augmentation de la production est supérieure à celle des quantités de facteurs utilisés), le progrès des connaissances ou bien encore leur application plus rapide. Carré, Dubois, Malinvaud pour la France concluent « *que la croissance française de l'après-guerre résultait de la conjonction de nombreux facteurs favorables qui ont cumulé leurs effets. Attribuer la responsabilité première à un seul facteur nous paraît relever d'un esprit de système que l'examen objectif des faits ne justifie pas* » (1973, p. 256). Solow, pour sa part, identifie le résidu à un « progrès technique exogène ». C'est ce troisième facteur qui de l'extérieur (d'où le terme d' « exogène ») permet au résultat d'être supérieur à la somme des parties ; il démultiplie le

travail en le rendant plus efficace. Le progrès technique a, en outre, un caractère de bien public auquel tout le monde, sous-entendu tous les pays, peut avoir accès. Autrement dit, il en résultera à court terme une convergence puisque les pays « en retard » bénéficient des progrès des autres pays.

Cette explication n'était pourtant pas satisfaisante et pour deux raisons :

- d'une part, elle attribue la croissance au hasard.

Le progrès technique surgit spontanément, sans investissement préalable d'aucune sorte et n'est finalement lié qu'au passage du temps. Il apparaît comme une sorte de « boîte noire » sans que le contenu de celle-ci soit explicité en termes économiques;

- d'autre part, si le progrès technique appartient à tous, les inégalités entre les nations devraient se réduire. Or, comme on l'a vu précédemment, c'est plutôt la divergence qui domine.

6. Contributions à la croissance des facteurs de production aux États-Unis, au Japon, en Allemagne et en France												
(Taux de croissance annuels sur la période, en %)												
	États-Unis			Japon			Allemagne			France		
	1960-1973	1973-1990	1990-2025	1960-1973	1973-1990	1990-2025	1960-1973	1973-1990	1990-2025	1960-1973	1973-1990	1990-2025
Facteur travail	1,0	1,0	0,2	0,4	0,3	-0,2	0,0	-0,3	-0,5	0,3	-0,4	0,0
Facteur capital	1,1	1,1	1,4	3,5	2	1,9	1,9	1,1	0,9	1,6	1,1	0,4
PIB	3,8	2,5	2	9,5	4,0	3,4	4,3	2,2	1,8	5,9	2,4	2,1
Résidu	1,7	0,4	0,4	5,6	1,7	1,7	2,4	1,4	1,4	4,0	1,7	1,7

Source : Virginie Coudert, « Croissance et démographie dans les pays industrialisés », *Economie prospective internationale*, 4^e trimestre 1992

Les nouvelles théories de la croissance

Dans les années 80, plusieurs études ont contribué à renouveler l'analyse de la croissance. L'idée centrale est de supposer que le rendement du capital est constant et non comme dans le modèle précédent décroissant. Cela signifie que plus on investit, plus la croissance tend à augmenter, puisque l'efficacité de ce capital ne diminue pas. Si le rendement du capital est constant, c'est parce que le capital génère des externalités positives. On dit qu'il y a effet externe ou externalité lorsque l'activité d'un agent a des répercussions sur l'utilité ou le profit des autres agents, sans qu'il ait transaction sur un marché. C'est notamment le cas lorsqu'une entreprise procède à des investissements en recherche et

développement. Ceux-ci ont un double effet : d'une part, ils sont à l'origine de biens et de procédés nouveaux ; d'autre part, ils sont pourvoyeurs d'idées qui servent à d'autres innovations.

Ces études ont donné naissance à un ensemble de théories appelées nouvelles théories de la croissance ou théorie de la croissance endogène. Nouvelles théories de la croissance parce que plusieurs facteurs peuvent faire apparaître des externalités positives et, par conséquent, être source de croissance pour la collectivité: investissement en capital physique, investissement en capital public, investissement en capital humain (entendu au sens de l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur

efficacité productive), apprentissage par la pratique, division du travail, recherche et innovation technologique... C'est une théorie de la croissance endogène au sens où la croissance ne dépend que des seuls comportements des agents et des variables macroéconomiques.

Une des implications majeures et paradoxales de ces nouvelles théories, puisqu'une partie des études viennent d'économistes issus du courant néoclassique, est de réhabiliter le rôle de l'État (9). En effet, en présence d'externalités, le rendement privé par exemple de l'investissement est différent de son rendement social (10). Autrement dit, l'entreprise n'est pas capable de récupérer la totalité des bénéfices engendrés par son activité, elle n'est donc pas incitée à persévérer dans son activité d'investissement et l'économie fonctionnera à un niveau sous-optimal. L'État peut, par un système de subventions ou de détaxes, inciter les entreprises à investir et ainsi pallier cette défaillance de marché. Il peut lui-même procéder à des investissements.

Les régimes de croissance

Une autre approche de la dynamique de la croissance vise non à découvrir des déterminants invariants, dans le temps, et universels mais, au contraire, à souligner sa diversité dans le temps et dans l'espace. On n'analyse pas la croissance mais les régimes de croissance. Ceux-ci dépendent schématiquement, d'une part, d'un régime de productivité c'est-à-dire de l'ensemble des déterminants de la progression de l'efficacité économique (organisation du travail et des entreprises, degré de concentration des entreprises, degré de mécanisation, type d'innovation...) et, d'autre part, d'un régime de demande, c'est-à-dire de l'ensemble des mécanismes de répartition des gains de productivité entre salaires, profits, prix relatifs qui alimentent la demande. Ainsi, la croissance fordiste que les pays industrialisés ont connu après la Seconde Guerre mondiale se caractérise-t-elle par, d'un côté, la mise en place d'une nouvelle organisation du travail combinant les principes de Taylor et de Ford, d'une forte concentration des entreprises, d'une production de biens de consommation de masse et, de l'autre, d'une croissance rapide et régulière des salaires, d'un développement du crédit, d'une croissance des revenus de transfert alimentant une forte

demande. La conjonction entre une production de masse et une demande de masse crée un cercle vertueux de la croissance.

Le rôle des institutions

Le contexte politico-institutionnel est parfois mis en avant pour expliquer les résultats de certains pays. Ainsi, le miracle asiatique s'expliquerait moins par les quantités de ressources que par une utilisation efficace de ces ressources (11). Cette explication est optimiste puisqu'il suffit (!) que les pays définissent les « bonnes » institutions et politiques publiques pour obtenir plus de croissance. Elle est même doublement optimiste puisque les pays qui adopteront ces « bonnes » institutions rattraperont d'autant plus vite les autres pays, que l'écart s'est creusé. Ainsi, Olson (1996) remarque que, dans les années 80, les quatre pays, dont la croissance du revenu par tête a été la plus rapide, ont obtenu un taux de croissance supérieur de 5,3 points de pourcentage à celui des États-Unis. Un siècle auparavant, les quatre pays les plus rapides de l'époque n'obtenaient qu'un taux supérieur de 0,3 point de pourcentage à celui de la Grande-Bretagne.

Cette explication a fait l'objet d'une double critique : d'une part, le contenu des institutions et des politiques publiques n'est pas précisément défini, d'autre part, l'explication de la croissance demeure monocausale et oublierait, pour certains (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1993; Fukuyama, 1995 ; Peyrefitte, 1996), un facteur immatériel, à savoir la confiance. Les sociétés qui réussiraient seraient celles ayant un degré élevé de capital social, c'est-à-dire de capital humain permettant aux membres d'une société donnée de se faire confiance et de coopérer dans la formation de nouveaux groupes ou associations.

Les doutes sur la croissance : croissance, emploi et chômage, un lien de plus en plus distendu

A priori, une accélération de la croissance entraîne une création d'emplois, qui elle-même suscite une baisse du chômage. Toutefois, l'expérience de ces dernières années tend à remettre en cause une telle relation.

A court terme, une croissance plus élevée peut ne pas entraîner une augmentation de l'emploi. Les employeurs peuvent considérer le surcroît d'activité comme temporaire et donc jouer sur les

heures supplémentaires ou sur une réorganisation de l'entreprise afin d'y pallier. Or, fait nouveau même à long terme, et ce serait le principal enseignement de la dernière période, la croissance demeure faiblement créatrice d'emplois. Entre 1974 et 1990, en France, l'emploi ne commence à augmenter que lorsque la croissance de l'activité dépasse 2,3 % par an. Paradoxalement, pourtant, aux Etats-Unis, le même taux de croissance génère une augmentation de l'emploi de 1,5%. Il suffit que l'activité augmente de 0,5 % aux Etats-Unis pour que l'emploi s'accroisse. L'explication réside dans la relation entre productivité et emploi. Aux Etats-Unis, la hausse de la productivité a été faible et donc la croissance plus favorable à l'emploi. En revanche, en France, la croissance a résulté de gains importants de productivité. Freiner la productivité pour obtenir une croissance plus riche en emplois est une solution potentielle. Toutefois, elle repose sur une vision malthusienne de l'économie, c'est-à-dire sur l'hypothèse non démontrée que le développement de la demande serait insuffisant pour absorber le surcroît de production qu'autorise l'évolution de la productivité. C'est pourquoi certains expliquent que les gains de productivité soient transformés en chômage par le fait que les politiques macroéconomiques (budgétaire et monétaire) n'ont pas suffisamment soutenu, et ce au cours des années 80 comme des années 90, la demande.

Quand bien même l'emploi redémarrerait, le recul du chômage pourrait s'avérer modeste. En effet, cela suppose qu'il n'ait pas d'arrivée massive sur le marché du travail ou une flexion des taux d'activité. Toutefois, comme l'a montré la reprise de la seconde moitié des années 80, la mise en place d'un cercle vertueux croissance-emplois pourrait à tout le moins permettre un taux de chômage « acceptable ».

(...)

Notes

(6) Pour Maddison, la phase de croissance mise en évidence doit avoir une dynamique distincte des autres,

les changements observés au cours de cette période doivent toucher la grande majorité des pays et se maintenir pendant une période plus longue qu'un cycle conjoncturel. La notion de phase de croissance ne se confond pas avec celle des étapes de la croissance de Rostow (1960). Celui-ci décrit la croissance économique comme un processus en cinq étapes par lequel tout pays doit passer: la société traditionnelle, la phase de transition vers le démarrage, le démarrage (*take-off*), la marche vers la maturité, l'ère de consommation de masse, phase ultime. Pour une critique de ce faux évolutionnisme, voir *Race et histoire* de C. Lévi-Strauss. La phase de croissance se distingue également de l'expansion au sens où si cette dernière se caractérise aussi par une augmentation de la production, elle est de courte durée et s'insère dans un cycle.

(7) Par référence à l'ouvrage devenu désormais classique de Jean Fourastié et décrivant la période 1950-1973.

(8) Mathématiquement, on utilise une fonction de production appelée fonction Cobb-Douglas. Sa formulation mathématique a une signification économique forte puisqu'elle repose sur l'hypothèse de rendements d'échelle constants. Autrement dit le doublement des quantités de facteurs de production conduit au doublement de la production. Cette hypothèse est importante pour une autre raison à savoir la répartition des revenus. Si on admet que le résidu ou progrès technique est un facteur, il doit être rémunéré. Dans ce cas, le partage de la valeur ajoutée ne se fait pas seulement entre profit et salaire. On retrouve à travers la rémunération du progrès technique le problème soulevé par Ricardo de la rente et de ses implications pour les investissements via les profits.

(9) Toutefois, la critique des néoclassiques sur le rôle de l'État en tant que stabilisateur de la conjoncture demeure.

(10) Romer (1987) estime au double du rendement privé le rendement social de l'investissement (« Crazy explanations for the productivity slowdown », in Stanley Fisher, *NBER Macroeconomics annual*).

(11) Si on compare l'évolution économique des pays divisés après la Seconde Guerre mondiale (Allemagne, Chine, Corée), ni le facteur culturel, ni la dotation des facteurs ne peuvent expliquer des différences aussi nettes dans les performances.

Economies informelles et criminelles : la face cachée de la mondialisation

Philippe ENGELHARD, Professeur de Sciences économiques à l'Université du Maine

Texte de la 123^e conférence de l'Université de tous les savoirs donnée le 2 mai 2000.

*in Y. MICHAUD (dir), Université de tous les savoirs, Vol. 3, Qu'est-ce que la société ?
Editions O. Jacob, Paris, 2000, pp.386-393 (extraits)*

La vraie mondialisation est celle de la pauvreté

La "modernité" n'est pas la chose la mieux partagée sur la planète. L'espérance de vie est de près de quatre-vingts ans dans les pays "riches", de quarante dans les pays les plus pauvres. Les statistiques ont quelque chose de réducteur, mais dans leur brutalité, elles nous questionnent : pourquoi une telle inégalité devant la vie, la maladie et la mort ?

Cette question ne peut que rebondir : la "modernité", ou une variante de la "modernité", était-elle pensable dans d'autres régions du monde ? Est-elle encore possible aujourd'hui ?

Reste d'abord à savoir ce que j'entends par "économie et société modernes".

Une économie "moderne" se caractérise par un marché diversifié et intégré, par une technologie adaptée aux problèmes de production qu'elle doit résoudre ainsi que par un niveau de productivité tel que la grande majorité de la population peut assurer convenablement la satisfaction de ses besoins privés et collectifs.

Cette économie se définit par une certaine "normalisation" de ses procès technologiques, de ses procédures de gestion, de financement, de recherche, d'innovation et de planification. Elle s'épanouit dans des environnements étatiques, politiques et juridiques capables de générer suffisamment de sécurité, de libertés individuelles et collectives, d'éducation et de commodités en termes de services et d'infrastructures publiques.

La modernité économique implique donc "quelque chose" qui ressemble à un État de droit, l'adhésion du plus grand nombre à un minimum de règles et de valeurs telles que chaque personne est traitée de façon équitable. Ces valeurs, entérinées par une loi fondamentale ou constitution,

supposent un minimum de liberté et de sécurité des personnes que la loi soustrait à l'arbitraire de la force publique et des juges. Ces valeurs et ces règles suscitent la confiance sans laquelle une économie décentralisée — même si elle est coordonnée jusqu'à un certain point par l'État — ne peut fonctionner. Cette confiance est renforcée par une certaine solidarité qui empêche de trop grandes inégalités économiques et sociales. Toutes les populations du monde avaient potentiellement la possibilité d'aboutir à une économie et à une société plus ou moins proche du modèle que je viens d'esquisser. Par exemple, quand Jack Goody étudie soigneusement l'histoire économique comparée de l'Inde et de l'Europe, il ne fait voir aucune différence de fond qui puisse justifier l'idée d'une supériorité culturelle de cette dernière, aucun trait singulier, social ou économique, qui aurait voué l'Inde à la pauvreté et à l'archaïsme.

Deux siècles de domination occidentale font perdre de vue que le cerveau de *sapiens sapiens* est le même sur toutes les latitudes ; les problèmes posés à l'humanité devaient à la longue aboutir à des solutions analogues — mais non pas identiques — sur la quasi totalité de la planète. À titre d'illustration, quand on compare l'évolution des techniques en Amérique et dans le reste du monde au cours de la préhistoire, on est frappé par la similitude des solutions et des modes d'organisation.

Quoi qu'il en soit, les différences entre les niveaux de développement se creusent dans l'histoire plus tardivement qu'on ne le croit. Angus Maddison qui a effectué un travail de titan en essayant d'étudier sur tous les continents la croissance depuis 1820 note qu'en 1960, la différence se creuse entre les continents, mais elle n'est pas encore considérable. Le PIB par tête est de l'ordre de 1 540 dollars pour l'Asie, 2238 pour

l'Amérique latine. En Corée du Sud à la même époque le PIB par tête n'est que de 1 300 dollars. L'Afrique elle-même ne s'en sort pas si mal avec un PIB par tête de 1 111 dollars. La différence aujourd'hui n'a plus rien à voir : le PIB des États-Unis est 80 fois celui de l'Afrique subsaharienne.

La croissance de l'ensemble des pays du Sud n'en est pas moins indéniable. Mais depuis vingt ans nous perdons totalement de vue que la croissance et le développement sont deux choses différentes. Le développement se traduit par la "diversification" et l'"intégration" des économies. L'une et l'autre suscitent des synergies de plus en plus fréquentes entre les régions, les secteurs et les filières. Ces synergies elles-mêmes sont propices à l'innovation. Tirée par une demande en expansion et par une classe moyenne élargie, la productivité augmente ainsi que la croissance.

C'est parce que le développement est insuffisant que la pauvreté stagne ou s'amplifie. La croissance, si elle a lieu, ne concerne que certains secteurs de l'économie. La prospérité relative de ces secteurs n'a aucun effet d'entraînement sur le reste de l'économie. La croissance ressemble à une bulle qui se dilate sans incidence sur la pauvreté. Ou plutôt si : les pauvres se sentent encore plus pauvres de la richesse souvent arrogante d'une minorité.

L'économie du crime ne procède pas de la pauvreté mais cette dernière lui fourbit des armes et surtout une "armée de réserve". Cette armée deviendra aussi celle du fanatisme politique et religieux ainsi que du terrorisme. Autre versant de la mondialisation, si la crise environnementale n'est pas désamorcée suffisamment vite, les paysans chassés des campagnes ne feront qu'accroître le nombre des déshérités urbains. La bombe à retardement de la pauvreté verra sa puissance démultipliée.

Économies criminelles et informelles

ÉCONOMIES POPULAIRES

Un ordre de grandeur : le revenu par tête moyen en Occident est de l'ordre de 20 000 dollars. Le coût d'un poste de travail dans l'industrie moderne est à la mesure de ce revenu : 80 000 dollars. En comparaison, un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour. Le coût d'entrée dans l'économie moderne est si élevé qu'il constitue une

barrière quasi infranchissable pour la plus grande partie des populations du tiers-monde. Les populations les plus pauvres n'ont d'autres choix que de construire une "autre économie" ou de réactiver des circuits traditionnels d'échange. J'appellerai "économies populaires" ces économies d'échange *a priori* informelles, en réalité structurées par le lien social et la logique de survie.

Les prix et les coûts de ces économies populaires sont déconnectés de ceux du marché mondial : ils sont donc en rapport avec la faible productivité des pauvres et leur capacité de financement étroite, ou tout simplement leur "culture". Cette déconnexion est sans doute possible parce que les coûts de "l'économie populaire" n'imputent pas la totalité de la valeur du travail, des biens de production utilisés et des taxes. Cette imputation elle-même n'a pas lieu parce que les échanges s'insèrent dans un système de relations sociales solidaires qui constituent *per se* une satisfaction et donc un "bénéfice invisible". Deux autres facteurs jouent indéniablement : en premier lieu, la faible irrigation monétaire de ces économies contraint les partenaires à pratiquer une certaine modération des prix; en second lieu, la proximité de l'économie moderne permet de recycler déchets et matériaux de récupération à coûts faibles. Mais c'est la nature même de la production qui permet d'ajuster les coûts et les prix aux maigres revenus des pauvres parce qu'elle utilise des procès de production économes en capital et fortement intensifs en travail. En l'absence d'une certaine régulation sociale, les économies populaires se transforment vite en économies d'exploitation qui n'ont rien à envier à celles qui régnaient à l'aube du capitalisme. ...

Quelques estimations chiffrées de l'économie populaire dans certains pays suggèrent que cette "deuxième économie monde" n'est pas une fiction : 70% de la population de l'Inde, du Brésil et du Mexique seraient insérées dans le secteur informel, et sans doute 80% de celle de l'Afrique.

La plus grande partie de l'humanité ne vit donc pas dans la modernité ni dans des économies ordinaires. Elle vit, souvent chichement, parfois misérablement, de centaines de millions de petites entreprises individuelles ou familiales qui dessinent une autre "économie monde" aux ramifications compliquées. D'une certaine façon, les économies populaires sont donc une réponse à

la pauvreté, mais une réponse imparfaite. Faute de capital et de formation suffisante, cette économie ne peut offrir que des revenus faibles qui, eux-mêmes, suscitent une demande asthénique. En retour, cette faible demande n'incite guère les petits producteurs à des efforts de productivité.

D'un autre côté, la faiblesse des services publics et la capacité réduite de l'économie populaire à s'y substituer, accuse la pauvreté. Pour ne donner qu'un exemple, les dépenses publiques par tête de la Zambie sont quarante fois moins élevées que celles de la Grande Bretagne. En fait, la pauvreté se traduit dramatiquement par un besoin non satisfait de services de base : eau potable, assainissement, santé, éducation, énergie, communication... Or, c'est la plus ou moins grande facilité d'accès à ces biens et services qui fait que la vie est ou non supportable.

Au total, les pauvres du Sud vivent sans doute mieux que ne le laissent supposer les statistiques, lorsqu'ils ne subissent ni la guerre, ni la rapine, ni des discriminations trop cruelles, ni des épidémies trop meurtrières. L'entraide n'y est pas pour rien, ni l'ingéniosité, ni le courage des femmes. Il reste que les pauvres du Sud vivent dans un équilibre fragile que la maladie ou la mort viennent souvent compromettre irrémédiablement. On vit aujourd'hui dans le tiers-monde comme dans les régions pauvres de l'Europe du début du siècle, mais avec le fardeau de la modernité en plus : pollution, encombrements, insécurité latente. ...

ÉCONOMIES CRIMINELLES

Une autre économie émerge plus ramifiée, mais aussi plus souterraine : l'économie criminelle. Cette dernière puise ses racines souvent dans la pauvreté mais aussi dans des traditions anciennes (mafias italo-américaines, japonaises, chinoises...). L'économie criminelle explose avec le dépérissement du politique, de la règle de droit et de l'éthique. Ce dépérissement, qu'on constate dans les ex-républiques de l'Union soviétique, conduit à la construction délibérée d'économies mafieuses.

L'objet de ces dernières est moins de répondre aux marchés ordinaires des biens et services que de recycler les ressources souvent considérables tirées de la prédation ou d'activités illicites.

Selon la revue *Komerzant*, la Russie compterait plus de mille trois cents organisations criminelles.

Selon une étude de l'Académie des Sciences de Moscou, en 1994, la mafia qui a partie liée avec les anciens apparatchiks promus capitalistes contrôlerait les deux tiers du patrimoine immobilier et du commerce. D'après Interpol, c'est 40% du PIB russe qui serait aux mains de la mafia. Se demander comment et pourquoi on a pu en arriver à cette situation insensée ne relève pas de la simple curiosité intellectuelle. Il faut bien comprendre que la loi n'a aucun impact réel sur la vie des gens. Il est en effet toujours plus tentant de rechercher une protection ou un passe-droit que d'invoquer la loi pour se défendre d'un excès de pouvoir ou d'en subir les rigueurs quand on l'a transgressée. La loi, au sens où on l'entend dans les démocraties occidentales, n'a jamais eu la possibilité de pénétrer réellement les esprits. C'est bien la raison pour laquelle tout le monde en Russie — comme en Afrique — pense qu'il vaut mieux vivre dans le flou. Mais de la "société du flou" à la mafia généralisée il n'y a qu'un pas. À l'époque tsariste, le tsar exerce le pouvoir de façon quasi absolue. L'Union soviétique n'a pas sur ce point fondamentalement modifié la situation. L'arbitraire est compensé par le pouvoir réglementaire d'une administration tatillonne qui parvient à se faire obéir avec l'aide du parti tout-puissant. Mais à partir de Brejnev, la vigilance se relâche. La corruption s'étend; elle s'étend d'autant plus facilement que les ressources nationales grevées par les dépenses militaires génèrent la rareté. Cette dernière est amplifiée par une planification centralisée qui ne parvient plus à maîtriser les relations de plus en plus complexes de l'économie. Une "économie souterraine" tente alors de combler les défaillances de la planification. Le non-droit et les habitudes mafieuses se généralisent.

La marchandisation de l'économie se fait au profit de la *Nomenklatura* et aujourd'hui les nouveaux capitalistes n'ont aucune raison de jouer le jeu du marché ; ce n'est pas une économie capitaliste ni une société de droit qui émerge en Russie, mais une économie et une société mafieuses.

Confrontés à la corruption et aux détournements massifs de fonds public, les promoteurs des ajustements ont tout fait pour que les pays du Sud et de l'Est, même les plus pauvres, s'ouvrent au marché mondial. Le raisonnement a été à peu près le suivant : s'ils sont claniques et mafieux, la

discipline du marché les contraindra à un minimum de règles !

L'idée que le marché secrète la vertu est une fable. Le marché accomplit passablement son rôle s'il existe une éthique partagée par une grande majorité de joueurs. Selon les défenseurs du marché générateur de vertu, nous nous trouverions dans une situation analogue à celle du Moyen Âge chrétien: l'Église, alliée aux marchands et au pouvoir royal, réussit à discipliner les féodaux et à leur imposer des règles morales et juridiques (par exemple la trêve de Dieu) ; l'œuvre fut parachevée par les légistes du roi. Mais l'analogie est trompeuse : dans la société mondiale contemporaine, il n'est rien de comparable au pouvoir de l'Église qui était le point fixe de la société médiévale.

Certains font valoir que l'accumulation du capital suit des voies parfois obliques, mais que tout rentrera dans l'ordre. Rien ne le prouve : les économies mafieuses n'ont aucun intérêt à œuvrer en faveur de la prospérité collective, puisque cette dernière irait à l'encontre du pouvoir des "parrains". En effet, ces derniers exercent ce pouvoir en redistribuant des prébendes à leurs affidés et, souvent, au petit peuple auprès duquel ils tentent de se donner une certaine légitimité. Si l'économie mafieuse était capable de faire du développement, cela se saurait ! L'Italie du Sud ne serait pas à la traîne de l'Italie du Nord, laquelle prétend que le tiers-monde commence à Rome et manifeste avec une insistance inquiétante son désir d'indépendance. Certes, le revenu par tête en Colombie serait peut-être moins élevé sans les trafics en tous genres. Mais il ne s'agit là que de croissance et non de "développement".

MONDIALISATION DU CRIME ET DE L'INFORMEL

Cette promiscuité a toutes les chances de s'étendre. En effet les guérillas et les groupes terroristes sont aujourd'hui moins soutenus que par le passé par certains États. Ce sont les mouvements les plus durs qui résistent parce qu'ils sont capables d'opposer une surenchère paroxysmique aux pouvoirs en place ou à ce qu'il en subsiste. Sentier lumineux et Tupac Amaru au Pérou, Tigres Tamouls du Sri Lanka, guérilleros philippins, ETA en Espagne et en France, guérilla UMRG du Guatemala, GIA algérien, puisent dans

le trafic de drogue de nouvelles ressources à coûts réduits... Mais pour ce faire, ils doivent pactiser avec la mafia et donc faire quelques entorses à leur intégrité ou leur pureté obsessionnelle. ..

Les processus criminels sont interactifs. Progressivement, la mondialisation criminelle finit par corrompre économies officielles et populaires qui, elles-mêmes, entretiennent des relations complexes. L'existence même de "paradis fiscaux" facilite les interfaces entre le capitalisme officiel et le capitalisme criminel, les mafias et le terrorisme. L'argent sale est recyclé à tour de bras. Mais ce recyclage à grande échelle n'aurait pas été possible sans la "mondialisation financière".

Cette dernière trouve son origine dans les pétrodollars ainsi que dans l'accroissement des dépenses militaires américaines destinées à combler le retard des États-Unis dans la course aux armements. Pour financer ce surcroît considérable de dépenses, le Trésor américain émet des bons du trésor. L'achat massif de ces bons par des non américains va faire exploser le cours du dollar et les taux de l'intérêt. Le problème de la dette va devenir insoluble pour beaucoup de pays du Sud qui vont s'appauvrir davantage. Dans le même temps, les dérégulations financières en série vont abattre les dernières barrières qui tenaient le capitalisme financier en lisière. La richesse colossale des mafias va pouvoir en toute impunité fructifier sur les marchés financiers. Un point de passage dans les zones à "haute densité légale" est cependant nécessaire : les paradis fiscaux et les banques dites "hawala" vont jouer le rôle de sas.

Dans le même temps, les économies populaires ne restent pas sagement enfermées dans les ghettos de la pauvreté. Ces "économies pseudo-cachées" établissent progressivement des réseaux de plus en plus serrés. L'extension de ces réseaux est patente en Afrique. L'un des enjeux actuels du Fleuve Congo est bien de contrôler les formidables échanges informels qui s'y développent. Les célèbres *mama benz* du Togo, du Bénin, du Nigeria et du Ghana ont tissé depuis longtemps des relations commerciales fructueuses en Afrique de l'Ouest et du centre. Certains commerçants africains font déjà d'indéniables percées sur tous les continents : les Baol baol, souvent bien organisés sous l'égide de confréries religieuses (Mourides), sont présents à New York, Paris, Rome, Londres, Madrid, Valence et même Hong

Kong. Des femmes wolofs ont fait une entrée remarquable dans le commerce de gros de l'électronique à New York (où les dits Wolofs ont créé une radio locale dans leur langue). De véritables "réseaux arabes" de commerce et de production s'étendent dans une zone qui inclut l'Europe du Sud et le Maghreb. Des courants commerciaux informels, sans doute considérables, se développent entre la Russie, les pays de l'Est, la Turquie et l'ensemble des Balkans, l'Inde, l'Afghanistan et la Chine.

Cette nouvelle économie mondiale se glisse dans les interstices que l'économie officielle ne parvient pas à combler faute d'imagination ou d'information. Ou tout simplement parce que les

quantités échangées ne seraient pas profitables aux "acteurs officiels" contraints de comptabiliser tous leurs coûts. Ce qui n'est pas le cas des "opérateurs populaires" qui font jouer la solidarité familiale ou clanique, libre ou forcée. C'est en suivant ce modèle de la connivence familiale ou ethnique que de véritables multinationales ont vu le jour en Tunisie, que prospèrent les diasporas chinoises, libanaises, grecques ou arméniennes. Certains gouvernements ne se privent pas de participer massivement à ces échanges plus ou moins informels, inondant le marché des pays pauvres de contrefaçons à bas prix.

(...)

Les contradicteurs du keynésianisme : de Friedman aux nouveaux classiques

Emmanuel COMBE - Maître de Conférences - Université de Paris-XI

in La Documentation Française, *Découverte de l'économie*, 2. *Histoire de la pensée économique*, n°280, mars-avril 1997, pp. 71-78 (extraits).

Friedman et le courant monétariste

Les outils de la contre-révolution

Une nouvelle fonction de consommation

Dans la perspective keynésienne, la consommation dépend du niveau de revenu courant, ce qui rend les ménages très sensibles à une variation, même temporaire, du revenu. En 1957, Friedman conteste cette approche, en montrant que la consommation dépend du revenu permanent. Théoriquement, ce dernier se définit comme le flux de revenu que procure en moyenne la détention d'un patrimoine. Friedman distingue donc dans le revenu observé (Y) deux composantes : le revenu permanent (Y_p) et le revenu transitoire (Y_t) qui peut être positif ou négatif. Selon Friedman, la seule relation stable est celle qui relie la consommation au revenu permanent.

La réhabilitation de la théorie quantitative

Alors que les keynésiens insistent sur l'influence de la monnaie sur l'activité réelle (au travers du taux d'intérêt), Friedman revisite la théorie de la monnaie neutre, notamment dans *Studies in the quantity theory of money* (1956). S'il admet qu'à court terme la monnaie puisse exercer des effets réels, Friedman estime qu'à long terme, toute variation de la masse monétaire se traduit -toutes choses égales par ailleurs - par une hausse équivalente du niveau général des prix. La fonction friedmanienne de demande de monnaie est très stable, dans la mesure où elle dépend du revenu permanent : les perturbations monétaires ne peuvent donc provenir que de l'offre de monnaie, supposée exogène (c'est-à-dire entièrement déterminée par les autorités monétaires).

L'existence d'un taux de chômage naturel

Dans un article de 1968, Friedman introduit la notion de "taux de chômage naturel", défini comme "le taux qui découlerait du système walrasien d'équilibre général si les caractéristiques structurelles effectives des marchés des biens et du travail y étaient intégrées, notamment les imperfections du marché, la variabilité aléatoire des offres et des demandes, le coût de collecte de l'information sur les emplois vacants, les coûts de mobilité, etc.". Ce taux de chômage naturel est supposé stable et unique pour un pays donné : le taux de chômage effectif "gravite" autour du taux de chômage naturel.

Friedman envisage le chômage naturel comme un phénomène essentiellement structurel (inadéquations entre offres et demandes d'emploi) et frictionnel (comportement de recherche d'emploi) ; cette hypothèse s'inscrit en rupture avec la vision keynésienne, fondée sur la possibilité d'un chômage conjoncturel.

Le message de la contre-révolution : l'inefficacité relative des politiques conjoncturelles

La relance monétaire en question

Friedman va précisément remettre en cause l'efficacité de la relance monétaire. Pour ce faire, Friedman suppose que les agents effectuent des "anticipations adaptatives". Si l'on prend l'exemple des prix, les agents réalisent des anticipations adaptatives dès lors qu'ils tirent parti des anticipations effectuées dans le passé et des erreurs commises sur ces anticipations.

Supposons que l'économie se situe en situation de chômage naturel. Le gouvernement s'engage dans une politique monétaire expansive : en vertu de la théorie quantitative, la relance monétaire se traduit par une accélération de l'inflation, qui entraîne à court terme une baisse du salaire réel. En effet, les agents ont anticipé un niveau général des prix inférieur à celui observé et sont victimes de "l'illusion monétaire" dans les négociations salariales. La diminution du salaire réel incite les entrepreneurs à augmenter leur demande de travail : le taux de chômage baisse en dessous de son niveau naturel ; il existe donc bien à court terme une relation décroissante entre chômage et inflation. Mais cet arbitrage est instable : à long terme, les agents corrigent leurs anticipations de prix et réclament un ajustement salarial ; le salaire

réel retrouve son niveau de départ et l'on revient au taux de chômage naturel mais... avec un taux d'inflation plus élevé. La politique monétaire ne peut faire baisser durablement le chômage en dessous de son niveau naturel, sinon au prix d'une accélération systématique de l'inflation.

Selon Friedman, la politique monétaire conjoncturelle se heurte également à l'existence de délais : si les cycles d'activité sont courts et si les délais d'efficacité de la politique monétaire sont longs, alors une politique monétaire contracyclique risque de se révéler... procyclique ! Les fluctuations de l'activité seront accrues par la politique monétaire, qui se transforme en politique de déstabilisation.

La critique de la relance monétaire débouche sur de nouvelles recommandations en matière de politique monétaire: selon Friedman et les monétaristes, la politique monétaire doit poursuivre comme objectif intermédiaire la croissance des agrégats monétaires et comme objectif final la stabilité des prix. Plus précisément, la règle d'or de la politique monétaire consiste à régler l'évolution de la masse monétaire sur le taux de croissance anticipé de la production.

La relance budgétaire en question

On sait que, chez les keynésiens, l'effet d'éviction vient altérer l'efficacité du multiplicateur de dépenses publiques : la relance budgétaire financée par l'emprunt se traduit par une hausse des taux d'intérêt, qui déprime l'investissement privé. Mais l'effet d'éviction est considéré comme partiel, son ampleur dépendant de la sensibilité de la demande de monnaie au revenu et de la sensibilité de l'investissement au taux d'intérêt. Friedman reconsidère la question de l'effet d'éviction, avec une fonction de demande de monnaie très peu sensible au taux d'intérêt (faible élasticité). Dans ce cas, une relance budgétaire financée par l'emprunt se traduit par une hausse marquée des taux d'intérêt, ce qui décourage fortement l'investissement : l'effet d'éviction est presque total.

Friedman mobilise également la théorie du revenu permanent pour mettre en doute l'efficacité de la relance budgétaire : comme les agents consomment uniquement en fonction de leur revenu permanent, la relance, assimilée à un

revenu transitoire, influe peu sur leur consommation.

La radicalisation des thèses monétaristes : la nouvelle économie classique (NEC)

Si la nouvelle économie classique (Lucas, Barro, Sargent, Wallace) reprend à son compte les hypothèses du monétarisme (prix flexibles, économie à l'équilibre, chômage naturel, neutralité à long terme de la monnaie), elle n'en constitue pas moins une radicalisation des thèses développées par Friedman.

En effet, la NEC a pour ambition de montrer que :

- la monnaie est neutre, même à court terme, renouant ainsi avec la vision dichotomique stricte des auteurs classiques ;
- les politiques économiques conjoncturelles restent sans effets sur l'activité réelle, dès lors qu'elles sont anticipées par les agents ;
- les fluctuations cycliques sont la réponse optimale de l'économie à des chocs exogènes, ce qui ôte toute légitimité à l'intervention étatique. Telle est en particulier la thèse développée par l'école des cycles réels (De Long, Plosser, Kydland, Prescott) ; ces auteurs aboutissent à une conclusion très originale (mais bien peu réaliste) quant à l'évolution de l'emploi : les fluctuations du taux de chômage sont la réponse optimale des salariés à un choc exogène (changement technologique, etc.), ce qui revient à dire que tout chômage -même massif -est volontaire.

Au fondement de la NEC : les anticipations rationnelles

La nouvelle école classique substitue à l'hypothèse d'anticipations adaptatives celle d'anticipations rationnelles, introduite par Muth dès 1961 et reprise par Lucas (prix Nobel en 1995) en 1972.

Les agents forment des anticipations rationnelles, dès lors qu'ils tirent parti de toute l'information disponible (et non plus seulement des informations

passées) pour établir leurs prévisions ; en conséquence, les agents ne font pas d'erreurs systématiques de prévision, comme dans le cas d'anticipations adaptatives.

Pour tirer parti de toute l'information disponible, les agents doivent disposer d'un même schéma interprétatif ; la nouvelle école classique suppose qu'ils connaissent le "bon" modèle de l'économie, en l'occurrence le modèle néoclassique : ils savent par exemple qu'un accroissement de la masse monétaire doit se traduire par une hausse équivalente du niveau général des prix. Soulignons ici le caractère autoréalisateur des anticipations rationnelles : si les agents croient à la théorie quantitative... cette dernière est validée par leur comportement.

L'inefficacité radicale des politiques conjoncturelles

Retour sur l'arbitrage inflation/chômage

A la suite de Friedman, les nouveaux classiques (et en particulier Sargent et Wallace, 1975) reconsidèrent la question de l'arbitrage inflation/chômage en s'appuyant sur les anticipations rationnelles des agents. Supposons qu'un gouvernement annonce une relance monétaire de l'économie ; les agents comprennent aussitôt que cette politique se traduira par une hausse du niveau général des prix ; leurs salaires s'ajustent aussitôt à l'inflation anticipée et le chômage ne diminue pas. Seule une inflation "surprise", c'est-à-dire non anticipée par les agents, permettrait de réduire transitoirement le taux de chômage en dessous de son niveau naturel.

La neutralité de la relance budgétaire

Dans un article du *Journal of Political Economy* (1974), Robert Barro reconsidère la question de la relance budgétaire, en s'appuyant sur les anticipations rationnelles des agents. Il montre qu'une politique de déficit budgétaire financée par l'emprunt reste sans effets sur l'activité économique, dans la mesure où les agents ne sont pas victimes d'une "illusion fiscale" : ils anticipent parfaitement la hausse future des impôts, destinée à rembourser l'emprunt initial ; en prévision de ces prélèvements futurs, les ménages constituent alors immédiatement une épargne d'un montant équivalent à l'endettement public et mettent en échec la politique de relance. Il est donc supposé

que les ménages font des anticipations parfaites et intègrent dans leur contrainte budgétaire intertemporelle les impôts futurs.

Le raisonnement de Barro peut être prolongé à un cadre intergénérationnel : les agents savent que l'emprunt public ne constitue pas une richesse nette et qu'il se traduira demain par des impôts supplémentaires pour leurs descendants ; en conséquence, ils épargnent davantage aujourd'hui pour léguer un héritage augmenté du montant des impôts futurs.

La thèse de Barro est connue sous différentes dénominations (théorème Ricardo-Barro, théorème de l'équivalence entre emprunt et impôt, thèse de la neutralité de la dette publique)

La politique conjoncturelle, prise en défaut de crédibilité

C'est en 1977 que Kydland et Prescott lancent le débat sur la crédibilité des politiques de relance, qualifiées de discrétionnaires. Une politique est discrétionnaire dès lors que le gouvernement peut revenir sur ses engagements : les agents ne vont pas croire aux mesures annoncées (et donc modifier leurs anticipations), dans la mesure où elles sont révisables à tout moment.

Prenons l'exemple d'une politique de stabilisation ; si l'Etat annonce son intention de lutter contre l'inflation, les agents vont se montrer sceptiques quant aux engagements pris, dans la mesure où le gouvernement peut revenir à tout moment sur sa décision, par exemple pour financer le déficit budgétaire par création monétaire. Anticipant un éventuel revirement de politique économique, les agents ne révisent pas à la baisse leurs anticipations d'inflation.

Le modèle de Barro et Gordon (1983) illustre précisément les effets d'une politique monétaire discrétionnaire. Il est supposé que les ménages déterminent le niveau du salaire nominal, avant que la Banque centrale ne fixe son offre de monnaie ; le problème qui se pose alors aux ménages est d'anticiper la décision de la Banque centrale, puisque celle-ci va déterminer le salaire réel. Une erreur d'anticipation entraînerait soit du chômage (si le salaire réel est trop élevé), soit une perte de pouvoir d'achat (si le salaire réel s'avère trop faible). La Banque centrale souhaite une inflation aussi faible que possible mais supérieure à celle anticipée par les agents privés, ce qui permet de stimuler temporairement l'activité.

Partant de ces hypothèses, Barro et Gordon montrent alors qu'en l'absence d'accord crédible sur une inflation nulle, le jeu des anticipations conduit à un biais inflationniste.

Supposons à présent que l'État fasse de "l'inflation surprise", alors que les agents s'attendaient à une désinflation. Une telle politique discrétionnaire permet certes de faire baisser le chômage à court terme, mais génère une perte de crédibilité à long terme : les agents ayant été trompés une fois anticiperont à l'avenir une forte inflation. Les politiques discrétionnaires se heurtent à ce que les nouveaux classiques dénomment "l'incohérence temporelle des politiques optimales" : une politique qui est optimale en t_1 (faire de l'inflation surprise) ne l'est plus aux périodes suivantes, compte tenu des anticipations rationnelles des agents.

Quelle politique économique mener ?

Les politiques discrétionnaires étant prises en défaut de crédibilité, quelle politique économique faut-il mener ? Le message des nouveaux classiques est à cet égard très clair : les gouvernements doivent asseoir leur politique économique sur des règles et renoncer à toute velléité de relance. Deux types de règles sont généralement distingués :

- les règles de comportement : il s'agit d'acquiescer auprès des agents une "bonne réputation", par exemple en matière de lutte contre l'inflation. Pour ce faire, un gouvernement peut importer la crédibilité, en s'arrimant à une zone de changes fixes menée par une monnaie forte. Un gouvernement peut également crédibiliser son comportement, en fondant sa réputation sur une personnalité "conservatrice" : Rogoff (1985) estime ainsi qu'il faut nommer à la tête de la Banque centrale un conservateur, ayant une préférence pour l'inflation inférieure à la moyenne nationale ;
- les règles de droit : pour rendre crédible son action, le gouvernement doit se "lier les mains" juridiquement. Certains préconisent de rendre inconstitutionnel le déficit budgétaire ; en matière monétaire, il s'agit de rendre indépendantes les Banques centrales du pouvoir politique, afin d'éviter notamment le financement monétaire du déficit budgétaire.

Conclusion

Les contradicteurs de Keynes connaissent depuis l'expérience de stagflation des années 70 une audience importante, tant dans les milieux académiques qu'au niveau de la politique économique. Est-ce à dire pour autant qu'ils aient jeté le discrédit sur les thèses keynésiennes ? Loin s'en faut et ce pour au moins deux raisons :

- la contre-révolution néoclassique procède à une critique essentiellement externe des thèses keynésiennes ; en supposant que l'économie est déjà à l'équilibre, que le chômage se trouve à son niveau "naturel", les détracteurs de Keynes évacuent d'emblée la question du sous-emploi et de ses origines (défaut de coordination, incertitude, etc.) ;

- certains outils de la contre-révolution sont aujourd'hui repris par ...la "nouvelle macroéconomie keynésienne" pour être retournés contre leurs initiateurs. Ainsi, les keynésiens, partis à leur tour à la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie, ont-ils montré que le taux de chômage naturel pouvait être instable (effet d'hystérèse) et relever d'une approche en termes de... chômage involontaire : paradoxalement, *"en forgeant un concept pour lutter contre les conclusions keynésiennes, Friedman a défini un programme de recherche qu'ont repris à leur compte les keynésiens"* (Cahuc et Kempf, 1993).

Héritages keynésiens dans la pensée économique contemporaine

Jacques Le CACHEUX - Professeur d'économie - Université de Pau

in La Documentation Française, *Découverte de l'économie*, 2. Histoire de la pensée économique, n°280, mars-avril 1997, pp. 79-84 (extraits).

Existe-t-il une «nouvelle macroéconomie keynésienne» prenant en compte les acquis les plus récents de la science économique ? Jacques Le Cacheux examine ici une telle question à la lumière des récents travaux qui, en utilisant les nouveaux développements de la théorie économique (hypothèse des anticipations rationnelles, asymétrie d'information, imperfection de la concurrence), retrouvent le message keynésien essentiel selon lequel les déséquilibres ne peuvent se corriger spontanément par le seul jeu du marché.

(...)

Les nouveaux keynésiens et les fondements des rigidités

Un courant d'analyses dont les membres se qualifient eux-mêmes de "nouveaux keynésiens" (Ball, Mankiw et Romer, 1988), a voulu donner à l'hypothèse de rigidité - ou plutôt d'imparfaite flexibilité - des salaires et des prix des fondements micro économiques, tout en acceptant l'hypothèse d'anticipations rationnelles imposée, dans l'analyse macroéconomique, par les nouveaux classiques. Depuis la fin des années 70, une série de contributions a ainsi tenté d'établir, sur la base des hypothèses habituelles de rationalité individuelle des agents économiques, les causes de l'inertie dans les évolutions des grandeurs nominales, considérées comme la principale source des déséquilibres macroéconomiques et la condition nécessaire à l'efficacité des instruments de la politique macroéconomique. Ces analyses se situent, pour la plupart, dans un univers imparfait (information incomplète et/ou asymétrique, concurrence imparfaite et incertitude), prenant ainsi en compte les développements de la théorie micro économique au cours des dernières décennies.

Contrats, syndicats et insiders

Le salariat étant l'une des caractéristiques majeures des économies contemporaines, la rémunération de la main-d'œuvre est fixée à l'avance, en termes nominaux, pour une durée plus ou moins importante selon les pays, les secteurs et les époques, et négociée sur la base d'anticipations de prix formées par les employeurs et les salariés. La seule existence des contrats de travail suffit à expliquer une certaine rigidité à court terme des salaires nominaux. La renégociation périodique de leurs conditions confère aux grandeurs nominales une inertie, d'autant plus grande qu'elle a lieu de manière plus décentralisée et asynchrone.

Mais comment expliquer l'existence et les spécificités du contrat salarial ? Des travaux théoriques de la fin des années 70 et du début des années 80 ont tenté d'en fonder l'usage sur les avantages mutuels qu'ils procurent aux salariés, dont le salaire constitue la principale source de revenu et qui souhaitent donc souscrire à ce type de "contrat implicite" d'assurance contre ses fluctuations, et aux employeurs qui sont assurés d'une certaine stabilité des services de la main-d'œuvre en échange de la prise de risque qu'ils acceptent. Il est, en outre, possible d'enrichir l'analyse pour tenir compte d'éléments temporels, tels que les profils de carrière, la formation et l'investissement en capital humain, qui sont susceptibles de conférer une plus grande inertie aux évolutions salariales et de mieux comprendre

les modifications qui surviennent en période de sous-emploi, ou encore sous l'influence de variables macroéconomiques telles que les taux d'intérêt réels.

De manière plus traditionnelle, la rigidité à la baisse des salaires nominaux, voire des salaires réels, peut être vue comme résultant de l'influence des syndicats sur leur détermination. Tenant compte du fait que les chômeurs ne sont pas syndiqués - même si les syndicats prennent en considération le risque que certains de leurs membres soient au chômage -, on peut ainsi expliquer l'ajustement imparfait des salaires réels en présence de chômage. Plus récemment et dans une logique similaire, Lindbeck et Snower (1988) ont pu montrer qu'en présence de coûts d'ajustement de la main d'œuvre - coûts de recrutement ou de licenciement, par exemple -, les employés déjà en place (les *insiders*) disposent d'un certain pouvoir de marché leur permettant de fixer leur rémunération au-dessus du niveau qui équilibrerait le marché du travail, provoquant ainsi un chômage involontaire des *outsiders* (les entrants potentiels qui se trouvent de fait exclus) et empêchant les ajustements à la baisse des salaires,

Asymétries d'information et "salaire d'efficience"

Même en l'absence de tout obstacle institutionnel à la flexibilité des salaires, l'asymétrie d'information entre le salarié, qui sait ce qu'il vaut et qui contrôle l'intensité de son effort au travail, et son employeur, qui ne peut l'évaluer parfaitement ni le surveiller en permanence, procure au premier un certain "pouvoir de marché". La théorie du "salaire d'efficience" (ou "salaire incitatif") montre qu'alors l'équilibre sur le marché du travail sera caractérisé par un taux de salaire supérieur à celui qui prévaudrait en l'absence d'asymétrie d'information et par l'existence d'un certain chômage "involontaire" : la rigidité à la baisse du salaire est ainsi fondée sur une caractéristique intrinsèque des relations employeur-salarié ; elle apparaît comme un arrangement mutuellement avantageux, même si elle implique que certains salariés en soient exclus,

"Coûts de menu" et quasi-rationalité

De même que la rigidité des salaires, l'imparfaite flexibilité des prix des biens est compatible avec les hypothèses habituelles de rationalité des producteurs, notamment s'il existe des coûts d'ajustement : les analyses en termes de "coûts de menu" démontrent, dans ce cadre, l'existence d'effets réels des politiques monétaires, même si les anticipations sont parfaitement rationnelles.

Si le fait de ne pas modifier son comportement individuel d'offre et de prix, en cas de variations survenues dans l'environnement, engendre une perte, les agents seront généralement tentés de ne pas s'ajuster dès lors que le choc qui les concerne ne les éloigne pas trop de l'équilibre : c'est avec une "quasi-rationalité" (Akerlof et Yellen, 1985) qu'ils choisiront de ne pas modifier leur comportement. Mais, alors que les pertes subies par l'individu choisissant l'inertie sont de second ordre au voisinage de l'équilibre - donc négligeables -, elles ont des conséquences agrégées semblables à celles des autres sources de rigidités.

Asymétrie d'information et marchés de clientèle

Sur les marchés des biens et services, il existe également une asymétrie d'information entre l'offreur et le demandeur, plus ou moins prononcée selon les cas, mais dont les conséquences sont comparables à celles qui caractérisent le fonctionnement des marchés du travail : en général, cette asymétrie engendre, chez les offreurs, des incitations à ne pas modifier les prix de vente en réponse à toutes les variations des conditions d'offre et de demande. L'analyse en termes de "marchés de clientèle" conclut ainsi à l'émergence spontanée de rigidités des prix, qui apparaissent comme des réponses rationnelles des vendeurs à une situation d'information asymétrique et coûteuse pour les acheteurs,

Rationnement du crédit

Dans les transactions de financement, ces problèmes d'information imparfaite et asymétrique sont encore plus sensibles, dans la mesure où les relations de crédit ont une dimension temporelle plus marquée que les transactions sur biens et

services non financiers. Or le créancier est toujours moins bien informé que le débiteur sur les perspectives de rendement et de remboursement des sommes qu'il avance, ce qui permet de comprendre l'existence d'intermédiaires financiers, qui sont des agents spécialisés dans la collecte et le traitement de l'information sur les débiteurs. Mais dans ces conditions, le prix du crédit, donc le taux d'intérêt, sera lui aussi imparfaitement flexible et le fonctionnement des marchés du crédit sera caractérisé par des rationnements quantitatifs (Stiglitz et Weiss, 1981), qui expliquent l'existence de contraintes de liquidités engendrant, notamment, les réactions mécaniques des ajustements quantitatifs de type keynésien.

Problèmes de coordination des anticipations et des décisions

Toutes ces analyses, qui tendent à conclure à l'émergence spontanée de rigidités des prix sur les différents marchés, suggèrent que ces rigidités sont la principale source des mal-fonctionnements observés dans les économies de marché. Davantage que pour des interventions correctrices qui prendraient cette situation pour un état de fait, elles semblent donc plaider pour des réformes accroissant la flexibilité des prix et des salaires. Pourtant, de nombreuses autres analyses montrent que la flexibilité ne permet pas de garantir que l'économie convergera spontanément vers un équilibre de plein emploi. S'inspirant des idées keynésiennes concernant les difficultés de coordination des anticipations et des décisions individuelles dans une économie décentralisée, elles concluent également à la possibilité de "mauvais" équilibres.

En réponse aux analyses des nouveaux classiques, fondées sur les hypothèses de prix parfaitement flexibles et d'anticipations rationnelles, une série de travaux (cf. Phelps, 1990, notamment) s'est interrogée sur les processus de formation des anticipations et sur leur capacité à converger vers un équilibre d'anticipations rationnelles : sous des hypothèses apparemment raisonnables d'apprentissage, une telle convergence n'est pas assurée, et l'est d'autant moins que les agents économiques sont plus hétérogènes.

Les problèmes naissant d'une mauvaise coordination des anticipations peuvent également

être invoqués pour expliquer les difficultés durables des économies de marché. Ainsi, la possibilité qu'une économie, dans laquelle tous les marchés sont parfaitement concurrentiels et tous les prix parfaitement flexibles, comporte plusieurs équilibres a été établie dans plusieurs cadres analytiques, notamment dans celui des modèles à générations imbriquées, qui sont caractérisés par la présence, à chaque période, d'agents différant par leur âge, donc par leur horizon temporel. Les croyances des agents peuvent alors engendrer la coordination sur des équilibres "de taches solaires", c'est-à-dire des états de l'économie dont les caractéristiques sont influencées par des variables arbitrairement sélectionnées. Dans de telles économies, la flexibilité des prix et de salaires peut engendrer des réactions perverses en réponse aux chocs, nominaux ou réels : loin de favoriser le retour automatique à un équilibre de plein-emploi, les ajustements pervers, notamment en cas de baisse des salaires et de déflation, peuvent entraîner l'économie dans des situations d'instabilité cyclique, voire de sous-emploi durable. De même, sur les marchés financiers, les processus de formation des anticipations et les tendances mimétiques des intervenants sont susceptibles de produire des équilibres qui, bien que correspondant à des choix rationnels des agents, ne sont pas nécessairement conformes aux données réelles sous-jacentes ; les effets en retour des variables financières sur les comportements des agents sur les marchés des biens et services non financiers peuvent alors conduire à des équilibres peu favorables.

Des maux sans remèdes ?

S'appuyant sur les développements de la micro économie moderne, notamment dans le domaine des asymétries d'information et des imperfections de la concurrence, de nombreuses analyses macroéconomiques récentes ont permis de conférer aux intuitions keynésiennes sur la propension des économies de marché à ne pas atteindre spontanément l'équilibre de plein-emploi des fondements conformes aux exigences méthodologiques imposées par les nouveaux classiques. Se plaçant sur le même terrain - dans le cadre d'hypothèses de la rationalité individuelle des agents -, ces analyses font apparaître les rigidités, de salaires et de prix, et les défauts de

coordination comme des conséquences "naturelles" de la structure des économies de marché et de leurs imperfections. En ce sens, l'entreprise de reconstruction d'une "nouvelle macroéconomie keynésienne" peut être considérée comme un succès, ou pour le moins en bonne voie. Pourtant, l'audience du keynésianisme dans les décennies d'après-guerre ne tenait sans doute pas uniquement à la rigueur scientifique de ses analyses ou à la pertinence empirique du diagnostic porté sur le fonctionnement des économies, mais aussi - et peut-être surtout - aux réponses pratiques qu'il apportait en remèdes aux maux identifiés : un maniement approprié des instruments de la politique macroéconomique devait permettre de corriger les errements des marchés. S'ils peuvent emporter la conviction sur

le plan de la rigueur scientifique et de la pertinence empirique du diagnostic - selon les critères en vigueur dans la profession -, les différents courants "nouveaux keynésiens" n'ont pas encore répondu au défi des remèdes : dans l'environnement économique et financier contemporain, caractérisé notamment par la mondialisation de l'économie et de la finance, les politiques monétaires et budgétaires nationales ne semblent plus en mesure d'agir efficacement sur les maux identifiés et leur maniement semble excessivement contraint. C'est à l'invention de nouvelles thérapies qu'il leur faut maintenant songer.

Ce qui reste de Marx

Sous le titre: "Thinkers who shaped the century -Das Kapital : his statues topple, his shadow persists : Marx can't be ignored ", *The Wall Street Journal* (Etats-Unis) a publié, dans son numéro du 25 novembre 1991, l'article suivant de Henry F. Myers.

Reproduit avec la permission du *Wall Street Journal*, © 1992 Dow Jones & Company, Inc. Tous droits réservés pour tout pays. Nous reproduisons ici la version française de ce texte parue dans le numéro d'hiver, 1991-1992, n°36 de la revue *Géopolitique*.

Marx n'est pas plus responsable du léninisme que Nietzsche ne l'était du national-socialisme.

Il convient de réexaminer ce qui reste de vivant et ce qu'il y a de mort dans le marxisme.

Plus peut-être que tous les autres grands penseurs de l'Histoire, Marx, Freud et Einstein ont imprimé leur marque à notre siècle. Ils sont tous trois nés au XIXe siècle. Pourtant, leurs théories étaient si révolutionnaires et elles allaient si loin que, dans la conscience populaire, elles se confondent virtuellement avec ce qu'on peut appeler la modernité. Leur pensée a miné les dogmes de l'époque et, ce faisant, en a créé de nouveaux pour la nôtre. Aujourd'hui encore, la seule évocation de leurs noms alimente de vives controverses d'un bout à l'autre de l'opinion, des fondamentalistes religieux à l'avant-garde scientifique.

Les événements tumultueux des deux dernières années - en particulier l'effondrement du communisme dans un grand nombre de pays - ont provoqué un sauve qui-peut chez les marxistes. Aucun autre des grands penseurs n'a été aussi totalement discrédité que Marx, en apparence du moins. Le marxisme tel qu'il a été mis en oeuvre politiquement et appliqué par Lénine semble, en effet, moribond.

L'actualité de Marx

Mais, tandis que les peuples d'Europe de l'Est et d'Union soviétique récemment libérés célèbrent l'éclipse apparente de Marx, d'autres trouvent dans ses travaux de nouveaux enseignements. Car les analyses révolutionnaires de Marx concernaient

presque exclusivement le capitalisme et non le socialisme. Or, aujourd'hui encore, un capitalisme débridé peut engendrer de grands abus. Les hommes politiques et les commentateurs ne se répandent naturellement pas en citations de Marx, mais ils s'affrontent souvent sur des problèmes qui n'étaient généralement pas reconnus comme tels avant lui.

Voici quelques exemples de sa subtile influence :

- progrès social : Marx voulait corriger les disparités croissantes entre riches et pauvres. Aujourd'hui, bon nombre d'hommes politiques américains, en particulier chez les démocrates, peaufinent des thèmes de campagne stigmatisant les profits financiers des plus riches et proposant de nouveaux modes de redistribution du revenu ;
- mouvement en faveur de l'environnement : Marx avait prévu que la poursuite sans frein de l'intérêt individuel aurait des résultats socialement néfastes. Il déplorait, par exemple, la pollution de la Tamise dans les termes mêmes où l'on se plaint aujourd'hui de la pollution des rivières, et dénonçait cet état de choses à une époque où bien peu de gens se souciaient de l'environnement ;
- régulation des investissements financiers : Marx avait prédit que la concurrence à grande échelle détruirait le tissu moral de la société et produirait des individus aliénés ne s'intéressant qu'à leurs propres gains. Les récents scandales de Wall Street sont, pour certains, le signe de cette avidité que Marx avait jadis dénoncée.

L'illusion libérale de Marx

Les problèmes que rencontrent les communistes eux-mêmes peuvent apparaître comme une curieuse variante de la pensée marxiste. Marx pensait qu'il ne pouvait y avoir de progrès sans changements sociaux radicaux, ponctués de soulèvements révolutionnaires. Il prévoyait certes l'effondrement du capitalisme mais ses analyses pourraient, ironie de l'Histoire, s'appliquer aussi par certains côtés, à la stupéfiante désintégration des régimes communistes, fondés sur sa propre pensée mais sans qu'ait été observé le processus qu'il préconisait.

« Marx n'a pratiquement rien écrit sur le socialisme ou le communisme », déclare Samuel Bowles, un économiste marxiste de l'Université du Massachusetts. Donc, rien dans les récents événements ne l'incite à renier l'étiquette marxiste.

« Le principal détonateur des événements d'Europe de l'Est a été l'échec de l'appropriation publique des moyens de production », observe-t-il. « Cela prouve qu'il faut largement repenser les économies socialistes tandis qu'il y a peu à dire de nouveau sur les économies capitalistes. »

Les économistes non marxistes sont généralement d'accord. Ils notent, par exemple, que Marx ne mentionne jamais, dans ses propres écrits, la planification centralisée. Marx était un utopiste qui pensait plus ou moins que lorsque le socialisme aurait remplacé le capitalisme, beaucoup des problèmes du monde disparaîtraient. Selon les mots d'Allan Meltzer, un économiste de Carnegie Mellon, il souffrait de « l'illusion libérale », à savoir que la société n'avait besoin de rien d'autre que « d'hommes justes au pouvoir pour obtenir de bons résultats ».

Selon Philippe Mirowski, de l'Université de Notre-Dame, le fait que Marx se soit focalisé sur les problèmes du capitalisme explique cette « illusion » ; cela explique aussi que ce soient plutôt les concepts marxistes-léninistes que ceux de Marx dont on débat généralement. C'est Lénine et non pas Marx qui a conçu le système communiste.

Une influence multiple

Il n'en reste pas moins que les travaux de Marx ont influencé la pensée occidentale de plusieurs manières. Michel Novak, de *l'American Enterprise Institute*, souligne que les définitions du capitalisme que l'on trouve dans les dictionnaires sont presque toutes empruntées à Marx; elles mettent l'accent sur la propriété des moyens de production et négligent le rôle fondamental de l'entrepreneur dans l'innovation. Le professeur Mirowski estime que, dans bon nombre d'universités occidentales, le marxisme représente « une force culturelle importante » sinon parmi les économistes, du moins dans les facultés de lettres et de sociologie.

En Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba, les communistes sont confrontés à d'immenses problèmes mais restent au pouvoir. Le Pérou est en proie à la guérilla d'inspiration maoïste. En bien des endroits, en Amérique latine, des prêtres catholiques qui adhèrent à la «

théologie de la libération » continuent d'interpréter le monde en termes de lutte des classes.

Les travaux de Marx conservent également leur influence comme instrument d'analyse intellectuelle. Dans son ouvrage intitulé « *Marxisme, pour et contre* », Robert Heilbroner écrit que « le marxisme demeure d'actualité et qu'il reste un instrument indispensable bien que sur beaucoup de détails ses analyses se soient révélées critiquables ». Comme Platon et Freud, Marx a inventé une méthode pour approcher la réalité enterrée « sous la surface de l'Histoire ». M. Heilbroner, qui est professeur à la *New School for Social Research* à New York, affirme qu'en combinant une vision et une méthode, Marx a bouleversé la façon de percevoir la réalité.

Il l'a fait, d'abord, en posant des questions extrêmement pertinentes et en donnant aussi des réponses très originales. Son interprétation économique de l'Histoire, la théorie selon laquelle le mode de production des biens matériels détermine le caractère général du développement social, politique et spirituel est l'élément le plus original de sa pensée. Il est difficile de trouver des précédents à cette idée que les techniques de production et les termes de l'échange sont le principe directeur d'organisation du monde social. Marx est également exceptionnel en ce que peu de penseurs dans l'Histoire ont exercé une pareille influence. Daniel T. Rodgers, professeur d'histoire des idées à Princeton, rappelle que « les socialistes et les communistes utilisent son œuvre comme la vulgate. »

John Kenneth Galbraith observe que d'autres avant Marx avaient fait la critique du capitalisme mais que la sienne est dotée d'« une autorité et une conviction infiniment plus fortes que celles de socialistes qui l'ont précédé ». Ainsi a-t-il donné un poids et un impact considérables à la théorie socialiste inspirant, non seulement les gouvernements se réclamant du socialisme, mais aussi encourageant globalement la tendance à une intervention de la puissance publique dans de nombreuses économies nationales, y compris celle des Etats-Unis.

Paradoxalement, l'œuvre de Marx n'a joué qu'un rôle limité dans la révolution russe. Paul Johnson, historien britannique, considère Lénine comme un

opportuniste qui a « complètement ignoré l'essence même de l'idéologie marxiste, à savoir le déterminisme historique de la révolution ».

Théoricien et militant

Comme son contemporain, Charles Dickens, Marx éprouvait une sympathie sincère pour les pauvres. Il a lui-même, avec sa femme et ses cinq enfants, connu la misère. Plus important encore, à son époque, la condition des travailleurs était atroce. Dans « *Le Capital* », Marx cite abondamment des rapports de médecins et d'inspecteurs du travail britanniques. Il cite, par exemple, la déclaration d'un magistrat de Nottingham, en 1860 : « Des enfants de 9 ou 10 ans sont arrachés de leur paillasse crasseuse à 2, 3 ou 4 heures du matin et obligés à travailler jusqu'à 10 ou 11 heures du soir si ce n'est jusqu'à minuit pour gagner de quoi ne pas mourir de faim ». Les conditions de travail dans les mines anglaises étaient plus épouvantables encore pour les hommes et pour les femmes.

Marx participait lui-même à l'agitation politique, comme il l'avait déjà fait dans son Allemagne natale, en réagissant contre la répression gouvernementale. Les abus, qu'il constatait en Angleterre, sa patrie d'adoption, le rendaient encore plus furieux, et l'amenaient à militer pour des réformes qui ne soulèveraient de nos jours aucune opposition. C'est ainsi qu'il réclamait une réduction du temps de travail et une réglementation sur la sécurité dans les usines. Mais aussi, il s'élevait contre la vente de pain frelaté à Londres.

Marx disséquait sans cesse le capitalisme, commençant par ses structures de base pour débusquer ses problèmes et prédire enfin son effondrement. Bien qu'il n'ait jamais prédit de façon précise, cas par cas, quelles seraient les modalités de cet effondrement, il pensait que le capitalisme se détruirait lui-même, sous l'effet de ses propres contradictions internes, c'est-à-dire les forces mêmes qui le faisaient fonctionner.

Notamment, disait-il, une concurrence sans merci se combinant avec la mise en place de machines de plus en plus productives provoquerait une baisse catastrophique des profits. Il prévoyait aussi, mais en termes plus vagues, que les

travailleurs paupérisés seraient de plus en plus prêts à se révolter.

Aucune de ces prédictions ne s'est trouvée confirmée. Dans les années vingt et trente, ainsi que l'indique le professeur Rodgers, de Princeton, le succès du fascisme ne « colle » pas avec les théories de Marx. Aussi la plupart des historiens en ont-ils conclu, en contradiction avec les écrits de Marx, que ce ne sont pas seulement les forces économiques mais la culture, les idées, le nationalisme et même les simples combinaisons politiques qui comptent le plus.

Bien que le déterminisme économique, sous sa forme élémentaire, ait été réfuté, l'œuvre de Marx continue de peser, aujourd'hui, d'un certain poids. Le professeur Rodgers constate ainsi « que le néo-marxisme continue d'exercer une puissante influence sur la recherche historique dans la mesure où il souligne l'effet des relations de classe dans l'Histoire ». En étudiant « non seulement l'antagonisme entre les riches et les pauvres, mais aussi l'intégration des classes dans les systèmes de production et le changement dans les structures de classe... il est un instrument d'analyse qui peut servir à tous ».

Ce sont les spécialistes d'Histoire sociale qui ont, le plus, subi cette influence, souligne Lloyd Gardner, professeur d'Histoire diplomatique à Rutgers, « à cause de la nature même des groupes qu'ils étudient. S'ils étudient par exemple le mouvement ouvrier, ils sont naturellement portés dans cette voie ». Mais, l'Histoire diplomatique elle-même la subit indirectement. Barton Bernstein, de Stanford, en veut pour preuve le recours à l'argument omniprésent selon lequel la politique étrangère américaine est sous la dépendance des intérêts du « business ».

En somme, pour un grand nombre d'économistes et d'historiens, Marx est trop dépassé pour qu'on adhère à ses théories mais trop important pour qu'on puisse l'ignorer.

Des vues novatrices...

Stephen Marglin, de Harvard, souligne les vues novatrices de Marx sur le travail. Il a été le premier à reconnaître que le travail n'est pas une

marchandise comme les autres. Quand on embauche un travailleur, il faut encore savoir en obtenir une véritable force de travail. Et il a, lui aussi, ses propres priorités.

Entre autres apports à l'analyse économique, le professeur Marglin mentionne l'accent mis par Marx sur le phénomène d'accumulation, c'est-à-dire le processus d'investissement et de constitution du capital ; sur l'instabilité et le caractère évolutif de la société qu'engendre le capitalisme ; ses travaux sur les relations entre le capitalisme et la politique, le système légal, les courants culturels, etc. En outre, la théorie selon laquelle les classes sont fondées sur les intérêts économiques est essentielle pour comprendre comment l'économie fonctionne et évolue.

En attirant l'attention sur ces tendances profondes du capitalisme, Marx a soulevé des questions importantes ignorées par les économistes qui l'avaient précédé, mais que l'on ne pouvait plus désormais éviter de poser.

Un exemple : en rejetant la loi de Say, selon laquelle la production crée sa propre demande et, par conséquent, la thèse des économistes classiques selon laquelle existerait une tendance naturelle au plein emploi, Marx a mis le problème des crises au centre des débats. Il n'a pas été jusqu'à élaborer une théorie intégrée des cycles économiques, mais il a certainement présenté une grande diversité d'explications qui a stimulé et continue de stimuler l'analyse économique, et plus particulièrement bien sûr, dans les périodes difficiles.

Le professeur Bowles ajoute que « beaucoup de prédictions de Marx se sont avérées : ainsi, le développement de la production industrielle de masse, la concentration du pouvoir et de l'autorité, le rôle moteur de la technologie. »

...mais une sous-estimation de la dynamique du capitalisme

Marx a sous-estimé la capacité du système à s'autoréformer. « Le capitalisme d'aujourd'hui est très différent de celui que décrivait Marx en son temps » constate le professeur Marglin.

Plus précisément, Marx n'a pas mesuré la capacité des gouvernements, aiguillonnés par la

compétition politique, qui s'est développée avec le droit de vote des travailleurs, à s'intéresser au sort des classes défavorisées.

« Marx ne pouvait pas prévoir l'amplification considérable du rôle de l'Etat dans la vie des entreprises, qu'il s'agisse de la législation, de l'extension du domaine public, de la socialisation croissante du capital et du revenu national par le biais de la fiscalité et l'orientation de l'épargne, et des ressources publiques, en vue de satisfaire des besoins collectifs », écrivait Léo Rogin, économiste de Berkeley.

Bien qu'il ait lui-même insisté sur l'importance des changements techniques, Marx n'a pas apprécié à sa juste valeur l'extraordinaire création des richesses qu'a entraînée la technologie moderne, les conséquences de la production de masse et de l'abaissement du coût des transports. Il n'a pas non plus entrevu clairement les implications de l'amélioration du niveau de vie moyen des travailleurs, pourtant évidente dans toute l'Europe.

En fait, Marx a « sous-estimé les services rendus par le capitalisme aux travailleurs » conclut John Romer, de l'Université de Californie, à Davis. Les travailleurs sont désormais plus soucieux de partager les fruits du système que le détruire, ils sont plus bourgeois que révolutionnaires.

En sous-estimant les changements dans son propre environnement, Marx nuisait tout particulièrement à ses thèses en raison précisément de son approche analytique. Car sa critique ne consistait pas à dire que le capitalisme était exclusivement mu par l'appétit du profit. Son argument était beaucoup plus fort et beaucoup plus fondamental. Il postulait que, même si le système capitaliste fonctionnait de manière idéale et parfaitement compétitive, il était essentiellement mauvais et voué à l'échec.

En postulant une concurrence parfaite, Marx éliminait d'avance la possibilité qu'un système de concurrence imparfait puisse atténuer les rigueurs du capitalisme pur et dur. Les capitalistes ne sont pas nécessairement obligés d'arracher aux travailleurs jusqu'à leur dernière goutte d'énergie pour continuer d'exister. Et si l'action syndicale fait partie des « imperfections » du marché, les travailleurs bénéficient d'une capacité accrue de marchandage.

Les erreurs théoriques

On pourrait dire que Marx, génie de l'analyse, a été partiellement paralysé par Marx, l'agitateur révolutionnaire. En faisant sienne la théorie économique classique de la valeur fondée sur le travail - théorie selon laquelle la valeur d'un bien est déterminée par la quantité de travail normalement requise pour le produire - Marx a rendu obsolète une grande partie de son oeuvre. Leontiev, de l'Université de New York, considère, lui, que Marx savait parfaitement que le prix véritable d'un bien n'était pas proportionnel à la quantité de travail qui y était incorporée mais que sa théorie répondait à un objectif politique, à savoir utiliser l'exploitation des travailleurs comme un puissant levier.

Les théories de Marx ont pris de l'âge sur d'autres points. Il a considéré, par exemple, la répartition de la propriété comme plus importante que celle du revenu et il a cru que les entreprises à structure familiale caractéristiques du XIXe siècle resteraient une force dominante dans l'économie.

« Marx fit une erreur sérieuse en confondant la propriété et le contrôle de la production », observe le professeur Marglin. Or, nous avons une nouvelle classe de dirigeants d'entreprise qui n'existait pas de son temps. Le professeur Mirowski ajoute, pour sa part: « L'existence des grandes sociétés modernes est un problème réel pour le marxisme car elles n'étaient pas les acteurs de son modèle économique ».

Prenant acte de ces objections, les marxistes eux-mêmes sont d'accord sur le fait que beaucoup des thèses de Marx sont périmées. Il faudrait en fait les repenser, « en particulier à la lumière du boom d'après-guerre et de la progression considérable du niveau de vie », conclut le professeur Bowles.

Le professeur Heilbroner pense que « Marx était un démocrate passionné, qu'il apportait son soutien ardent aux classes défavorisées, mais qu'il n'était pas un défenseur des procédures démocratiques. Sa passion ne se portait que sur une classe socio-économique »...

Il a par conséquent négligé l'importance du cadre législatif, l'importance de la loi. Et, pour le professeur Bowles, il a sous-estimé le potentiel dictatorial de l'Etat... C'était une énorme erreur.

Marx est et restera « le grand économiste philosophe du capitalisme » conclut le professeur Heilbroner. Dans le domaine des idées, Marx est

au capitalisme ce que Freud est à la psychologie. Il continuera à être une source de réflexion tout comme Adam Smith ».

La difficile pratique de la politique macroéconomique

Hubert KEMPF, MAD, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

extraits de l'article "Qu'est-ce que la politique économique aujourd'hui ?"

in La Documentation Française, *Découverte de l'économie*, 3. *Les politiques économiques*, n°284, janvier-février 1998, pp. 3-9.

Du monde de la théorie à l'épreuve des faits, la distance reste grande. Les difficultés pratiques liées à la mise en œuvre d'une mesure de politique économique restent considérables, d'autant plus que les économies se sont considérablement complexifiées.

Une complexité accrue

En trente ans, les économies se sont modifiées en profondeur par des transformations incessantes, graduelles, mais qui ont abouti à un paysage totalement différent. Ces transformations peuvent être regroupées en trois rubriques :

1) la technicité croissante des mécanismes productifs a engendré un système de production et de distribution beaucoup plus complexe qu'auparavant: les entreprises se sont spécialisées et leur organisation s'est développée sur la base d'une segmentation croissante des établissements et des groupes de travail. Corrélativement, de nouveaux marchés sont apparus, conséquence directe de nouveaux biens et de nouveaux besoins. En particulier, le secteur financier s'est considérablement développé et les techniques bancaires et financières se sont affinées.

2) Cela a engendré des disparités croissantes entre les individus ou les groupes au sein d'une économie nationale. L'écart entre les perspectives d'emploi et de rémunération entre les travailleurs

qualifiés et non-qualifiés s'est partout accru, parfois de façon dramatique. De même, les trajectoires individuelles se sont-elles considérablement compliquées: beaucoup de travailleurs font l'expérience de phases de travail différenciées. Parallèlement, et certainement liés à cette complexité croissante de l'économie, les comportements des agents s'avèrent plus sophistiqués. Ils sont mieux informés bien sûr de la situation économique d'ensemble, et en particulier des mesures envisagées, annoncées ou prises par les responsables publics; ils utilisent davantage les marchés financiers qu'autrefois, mais ont aussi des comportements de consommation plus subtils. La contrepartie de cette sophistication est une versatilité croissante dans les comportements : la consommation est plus variable qu'auparavant, les déplacements de flux sur les marchés financiers plus fréquents, les programmes d'investissement sont beaucoup plus volatils et sont facilement repoussés par les entrepreneurs si ceux-ci ont du mal à apprécier les évolutions économiques futures de leur marché ou de leur secteur d'activité. Ceci ajoute à l'instabilité économique dans des proportions encore mal appréciées.

3) Enfin, les économies se sont sans cesse plus ouvertes, en même temps qu'un mouvement considérable de développement s'emparait de l'économie mondiale dans la seconde moitié du XX^e siècle, et faisait apparaître de nouveaux

concurrents. La fin du bloc soviétique et la "globalisation" du monde qui s'en est suivie n'ont fait qu'amplifier le phénomène, mettant à l'ordre du jour les thèmes de coopération et de regroupement régional.

La difficulté de la prévision

Tout programme de politique économique, même régulier (surtout régulier, faudrait-il dire) doit reposer sur des prévisions de ce qui doit 'vraisemblablement' advenir. Or, la prévision macroéconomique reste un exercice extrêmement difficile. Alan Blinder, macroéconomiste de grande renommée, qui fut, également vice-président du Système de réserve fédéral (FED), l'équivalent américain de la Banque de France, et à ce titre eut une connaissance de première main de la difficulté de mener une politique monétaire cohérente, a écrit récemment: « *Quand j'étais au FED, je disais fréquemment qu'il y a deux manières d'obtenir des informations quantifiées sur l'économie : vous pouvez utiliser des estimations économétriques, ou vous pouvez demander à votre oncle* ». Il ajoutait que personnellement, par inclination professionnelle, il se servait de préférence des données économétriques, mais qu'il lui semblait que beaucoup de responsables de Banques centrales recouraient plutôt à la seconde méthode. Il est difficile de savoir si cette remarque est plus méchante pour les économètres ou pour les responsables de la politique monétaire. En tout état de cause, elle illustre la difficulté de la prévision dans le monde actuel, malgré le progrès considérable des méthodes statistiques et de l'appareil de collecte des données.

L'importance des délais

Au surplus, l'horizon de la prévision dépasse rarement avec bonheur les douze-dix-huit mois. Or, les effets d'une mesure de politique économique se font souvent sentir au-delà. C'est donc en anticipation de la conjoncture à venir qu'une mesure doit être adoptée. Or, il est bien peu d'indications fiables de ce qui est en gestation et contre lequel il faudrait agir maintenant. Trop souvent, les autorités publiques agissent de façon myope et prennent des mesures aujourd'hui en

fonction de ce qui se passe aujourd'hui, commettant ainsi souvent une double erreur. Elles pensent agir sur la conjoncture présente alors que les mesures qu'elles adoptent sont sans effet sur celle-ci ; elles affectent par ces mesures la conjoncture de demain (dans quatre à huit semestres, voire plus) sur laquelle elles ne savent à peu près rien et dont elles ne se préoccupent de toute façon pas, ce qui aura un résultat parfois désastreux et le plus souvent peu heureux. C'est en vertu de cet argument que Milton Friedman s'est très tôt opposé à l'idée qu'il fût possible de mener une politique de stabilisation contracyclique active.

En même temps, il est vrai que par le biais des effets d'anticipation, la politique économique peut avoir une influence immédiate. L'arrêt brutal de la reprise de la croissance, qui s'était amorcée en France au deuxième trimestre 1995 et qui s'est poursuivi en 1996, tient pour une bonne part à la volte-face en matière de politique économique que pratiqua le gouvernement alors en place. Mettant brutalement en avant un programme de restrictions budgétaires et de restauration de l'équilibre des budgets sociaux, le gouvernement provoqua un réflexe de prudence tant chez les ménages que chez les entrepreneurs, dont le résultat fut une baisse conséquente de la consommation et de l'investissement.

Il est ainsi cardinal dans l'établissement d'un programme de politique économique de savoir gérer la durée de l'action publique. Deux dangers doivent être évités. Le premier est la myopie, c'est-à-dire la tendance à réagir dans l'instant, sans prendre en compte le fait que les conséquences d'une mesure se font sentir avec retard et qu'elles affectent en particulier le domaine des mesures possibles dans le futur. Le second danger est la précipitation qui nuit à la crédibilité d'un programme, c'est-à-dire sa réception par les agents économiques et les parties impliquées dans cette décision, et se traduit souvent par des mécanismes de rejet ou de précaution qui aggravent la situation même que ce programme voulait redresser.

Les controverses sur les mécanismes en jeu dans une économie de marché

Un troisième facteur qui contribue à la difficulté de mener une politique macroéconomique

cohérente, et plus encore fructueuse, tient à notre ignorance souvent grande des mécanismes macroéconomiques.

Les économistes sont souvent tournés en dérision pour leur impuissance à nous débarrasser des maux dans lesquels nos économies se débattent, signe du caractère pour le moins incertain de leur savoir. On connaît l'anecdote célèbre du président américain Harry Truman, réclamant un conseiller économique manchot, fatigué qu'il était de se voir toujours répondre par ses économistes à ses questions sur l'opportunité d'une mesure: "d'un côté (*on the one hand*),... de l'autre (*on the other hand*)". Personne ne s'étonnera que les économistes estiment ce procès injuste. Il est cependant vrai que bien des aspects de la dynamique macroéconomique demeurent obscurs et que les économistes sont loin d'avoir atteint un consensus à leur sujet. Donnons un exemple de cette ignorance : la question de la possibilité pour la monnaie d'affecter, outre les prix et le taux d'inflation (ce que tout le monde admet), l'activité réelle, c'est-à-dire le rythme de l'activité économique. Sur ce point essentiel, depuis si longtemps débattu qu'il semble que tout ait été dit, que toutes les données aient été étudiées, et les différents épisodes historiques comparés, disséqués, et qui donc aurait dû permettre un accord au moins préliminaire et vague entre les macroéconomistes. Lucas qui, lui-même, a consacré une part considérable de ses recherches à cette question, a reconnu, dans son discours de réception du prix Nobel, son échec et celui de ses pairs à départager les opinions en présence et à obtenir ce consensus recherché entre les spécialistes: « *Tant de recherches ont été consacrées à cette question et tant de données statistiques sont disponibles que l'on pourrait raisonnablement penser qu'elle a été réglée depuis longtemps. Ce n'est pas le cas* ».

Sur quasiment tous les points concernant la politique macroéconomique, le constat serait le même : celui du désaccord entre macroéconomistes sur la validité empirique de tel ou tel mécanisme théoriquement mis en évidence. Les responsables de la politique macroéconomique ne peuvent ainsi s'appuyer sur un corps de doctrine généralement admis par les économistes, mais simplement sur leur bon sens, leur intuition de la

réalité économique et l'expérience de leurs conseillers.

Les enjeux politiques de la politique économique

Enfin, il serait absurde de ne pas évoquer les facteurs proprement politiques dans la prise de décision de mesures de politique économique. La meilleure preuve peut-être de l'efficacité de la politique macroéconomique est qu'aucun gouvernement responsable d'une économie de marché ne néglige de la pratiquer activement et sérieusement dans l'espoir de durer et perdurer. Dans les pays démocratiques, la réussite économique d'un gouvernement en place conditionne fortement les chances de la réélection du parti ou de l'alliance de partis au pouvoir. L'opposition prend aussi appui sur les politiques pratiquées pour concevoir son propre programme économique dans l'espoir d'attirer à elle une majorité d'électeurs et (re)venir ainsi aux affaires. Dans les pays non démocratiques également, le pouvoir en place doit tenir compte de son opinion publique et de l'opinion internationale, même si la première est tenue plus ou moins fortement par la contrainte, la seconde étant par définition lointaine. Il doit donc veiller à ce que les conditions de vie et d'activité économique soient les meilleures ou les plus stables possibles.

Mais il est clair que les considérations proprement politiques jouent alors un rôle important dans la conception même et la conduite de la politique économique. Dans les pays démocratiques, les équipes au pouvoir s'efforceront - sans y parvenir systématiquement - de se représenter aux électeurs lors des prochaines échéances électorales dans le contexte d'une conjoncture favorable, sachant que cela ne peut manquer d'influencer le choix de ceux-ci. Ainsi, la politique économique s'établira-t-elle au rythme des rendez-vous électoraux : cela ne peut manquer parfois d'amener le pouvoir en place à prendre des mesures qui sont peu justifiées du seul point de vue de la stabilisation macroéconomique. Occasionnant par là-même des difficultés ultérieures qu'il sera peut-être très coûteux de corriger. Dans les pays non-démocratiques, le besoin de contrôler la société peut conduire le pouvoir à prendre des mesures démagogiques macroéconomiquement injustifiées,

comme des programmes de subventions massives ou des dépenses publiques gonflées, dont le caractère totalement irréaliste se fait sentir progressivement et implique une dégradation structurelle de l'économie.

En tout état de cause, il est impossible de dissocier la politique proprement dite de la politique

économique, car celle-ci est un moyen privilégié de pratiquer celle-là. Pour le meilleur ou pour le pire.

(...)